

Fir dech a fir däi Land

Publication périodique
de l'Administration
des services de
secours

Protection Civile

— n°61/2005 —



SOMMAIRE

Préface du directeur de l'Administration des services de secours	4
Merci Léon ANEN	7
Administration des services de secours: Rapport d'activité 2004	9
Statistiques 2004	42
Merci fir de Merci	54
40 Joër Protection Civile Wooltz	55
FATIMA	57
Erënnerungen un e Mann am Déngscht vu sengen Matmenschen "Paul WAGNER"	59
Erënnerungen un den Armand NICOLAS	61
Richtlinien zur Einsatzleitung im Einsatzzenter Junglinster	63
La Protection Civile au Royaume - Uni	72
Unser vielseitiger Fuhrpark	74
Annonce du groupe d'hommes - grenouilles	75
Wochenendlehrgang in der ENPC 2005 - 2006	76
Programme des formations à l'ENPC 2005 - 2006	80
Changements intervenus au sein des cadres de l'Administration des services de secours	84
Liens Internet	86

PRÉFACE



Il y a maintenant presque 11 mois que j'ai repris la succession de mon ami Léon Anen à la direction de l'ancien Service National de la Protection Civile, un service qui, 12 jours après cette relève et après un nouvel agencement législatif, a été doté d'un nouveau nom et d'une nouvelle structure.

Une année après la mise en place de cette nouvelle administration, ne conviendrait-il pas de tirer un premier bilan? Réflexion faite, j'ai donc passé en revue ces derniers 11 mois, qui, et mes collaborateurs abonderont dans le même sens, sont passés à une allure époustouflante, voire vertigineuse. Mais pour le dire tout de go, il est bien trop tôt pour dresser un bilan, puisque la phase de l'inventaire n'est pas encore close. Il convient pourtant de faire l'inventaire avant de pouvoir faire le bilan.

Cette longue phase d'inventaire, qui d'ailleurs perdure, est due à la complexité du sujet, aux rouages enchevêtrés et interdépendants que constituent nos services de secours et, comme pour une horloge, le changement d'un élément entraîne inéluctablement des conséquences pour tout le mouvement du rouage. Même les collaborateurs, qui depuis belle lurette connaissent le rouage, jour après jour ne cessent de découvrir de nouveaux éléments de la mécanique.

J'ai donc passé mes premiers mois à me familiariser avec les différentes facettes de cette responsabilité, sans pour autant négliger de m'adonner parallèlement à l'analyse des problèmes que connaissent nos services de secours et notamment les problèmes liés à la disponibilité du volontariat.

Au cours des 11 mois précédents, il fallait entamer plusieurs grands chantiers à la fois, ce qui a fortiori ne facilite point la tâche, difficultés dont je citerai seulement quelques exemples.

D'abord il fallait préparer le nouveau plan pluriannuel d'équipement qui couvrira les années 2006-2010. Même si les instances compétentes se révélaient être fesse-mathieu lors des discussions contradictoires, ce plan

dépasse d'ores et déjà tous ses prédécesseurs et ceci pour des raisons évidentes:

- nous devons procéder au cours des prochaines années au remplacement de toutes les voitures de sauvetage, qui surannées, vétustes et miteuses sont en train de rendre leur dernier soupir ;
- tout en appliquant les mêmes critères de remplacement fixés lors des plans pluriannuels précédents, le nombre d'ambulances à remplacer au cours de ce plan quinquennal est impressionnant. Ceci est notamment lié au fait que pendant la dernière décennie, les distances parcourues par nos ambulances n'ont cessé d'augmenter ;
- par voie législative, de nouvelles unités ont été créées au sein de la division de la protection civile, avec des répercussions budgétaires évidentes, puisqu'il faut leur souffler vie en les outillant de façon adéquate pour les rendre viables. Il s'agit notamment du groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques qui doit être muni d'équipements spécialisés ainsi que du groupe chargé de l'intervention humanitaire qui doit être équipé de façon à pouvoir assurer des missions d'assistance dans le cadre du mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours relevant de la protection civile.

Un deuxième grand chantier, qui touchera cependant à sa fin début juillet, est celui de la Présidence que doit assurer l'Administration des services de secours au sein du groupe Protection Civile du Conseil et qui a mobilisé une partie de notre personnel. En effet, la catastrophe du raz-de-marée en Asie du sud-est a complètement bouleversé le programme de notre Présidence. Cette catastrophe a démontré que l'Europe est capable de réagir en y apportant un appui sans précédent, mais elle a également mis en évidence certains points faibles lors de l'organisation des actions de secours. La Présidence doit donc essayer de rencontrer l'attente de la Commission, du Conseil ainsi que celle des Etats membres lors de l'élaboration des programmes d'action communs visant à renforcer le mécanisme communautaire dans le cadre de l'assistance mutuelle, un programme important, qui, à moyen terme, aura ses repercussions directes sur le fonctionnement de certaines de nos unités.

Le troisième de ces grands chantiers en cours est la mise en œuvre de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours et notamment l'élaboration des règlements d'exécution stipulés par cette loi. L'élaboration de ces règlements montre derechef la complexité et l'enchevêtrement des rouages de l'organisation de nos services de secours tels que cités en exergue. Cependant, le majeur problème lors de l'élaboration de ces règlements consiste tant à se conformer à la lettre aux dispositions législatives, à prendre en considération la situation existante, qu'à tenir compte avec la prévenance voulue des perspectives d'avenir qui doivent permettre aux services de secours d'évoluer dans un cadre moderne, adapté aux besoins de notre société, restant néanmoins flexibles pour se conformer à tout moment aux changements imposés par des facteurs externes. Donc, affaire à suivre.

Michel Feider

Directeur de l'Administration des services de secours

MERCI LEO !



Léon Anen, der frühere Direktor des Zivilschutzes, der am 31. Mai 2004 in den wohlverdienten Ruhestand getreten ist, war und ist immer noch vielen Bürgern dieses Landes ein Begriff, sogar wenn sie sich von der Protection Civile nur ein sehr unklares Bild machen können. Dass er in unserem Land bekannt ist, wie man so sagt, „wie ein bunter Hund“ hat seine Gründe!

Technische Errungenschaften

Der am 25. August 1943 geborene Stadt-Luxemburger hatte eigentlich seit dem 14. Juli 1966 nur einen Beruf, und das war der Zivilschutz. Nach seinem Studium und dem obligatorischen Militärdienst, trat er als „Ingénieur-technicien en électronique“, unter Innenminister Pierre Grégoire und dem damaligen Direktor Max Brahms, in den Dienst der „Protection Civile“.

Während seiner Laufbahn hat Léon Anen durch manche technische Errungenschaften, wie dem nationalen Sirenen-Netz, der stillen Alarmierung mit dem dazugehörigen Netz von Sendestationen, dem Auf- und Ausbau der Notrufzentrale 012 und später der Einführung der europaweiten Notrufnummer 112, der Einführung der ersten digitalen Leitstelle Luxemburgs landesweit, sogar europaweit, Maßstäbe gesetzt und im Laufe der Jahre entscheidend zur Entwicklung der Protex und erheblich zur Vereinfachung der Aufgaben der freiwilligen Ambulanz- und Rettungshelfer beigetragen.

Zur Ausübung seines anspruchsvollen Berufes, der ihm seit jeher viel abverlangt hat, und für den er sich immer bis zum Äußersten eingesetzt hat, war ihm nie eine Stunde zu früh oder zu spät. Wie für viele der Freiwilligen der ersten Stunde, kann man sicherlich auch von Léon Anen behaupten „Einmal Protex, immer Protex“ !

Direktor des Zivilschutzes

Nachdem Léon Anen durch großherzoglichen Beschluss vom 20.2.1990 zum beigeordneten Direktor des Zivilschutzes bestimmt worden war, erfolgte ab 1.1.1993 die Ernennung zum Direktor des Zivilschutzes. Mit großem persönlichem Einsatz leitete er gekonnt 11 Jahre lang die Geschicke dieser Verwaltung. Sein Handeln und seine Entscheidungen waren stets von Menschlichkeit geprägt und vom Bestreben, das Ansehen des Zivilschutzes zu erhalten und die Arbeit und die Bemühungen der freiwilligen und hauptberuflichen Mitarbeiter hervorstreichend.

Nach 38 Jahren im Dienste der Protex entschied er sich zum ersten Juni 2004



in den verdienten Ruhestand zu treten und hat wie viele Rentner jetzt noch weniger Zeit als zuvor. Entdeckte er doch prompt neben seinen in letzter Zeit vernachlässigten Hobbys wie Jagen und „Mécke-Féschen“ jetzt das Golfspielen und frönt seither bei jedem Sonnenstrahl und mit der ihm eigenen Hartnäckigkeit und Ausdauer diesem Sport.

Hinzufügen muss man aber, dass er außerdem noch aktiv als technischer Berater fungiert, und der neuen Verwaltung, für deren Schaffung er sich jahrelang eingesetzt hat, mit Rat und Tat sowie großer Erfahrung zur Seite steht, nicht zuletzt als Mitglied der Luxemburger Delegation bei der Ratsarbeitsgruppe PROCIV in Brüssel, bei der während der Präsidentschaft im ersten Halbjahr 2005 Luxemburg den Vorsitz hatte.

Die früheren Mitarbeiter danken ihm für seine Einsatzbereitschaft und das menschliche Verständnis, das er ihnen stets entgegenbrachte, und wünschen ihm einen langen geruhsamen Ruhestand und die beste Gesundheit.

ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS

1. Structure de l'Administration des services de secours

Conformément à l'article 1 de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, celle-ci est chargée de la mise en œuvre des mesures destinées à protéger et à secourir les personnes en danger et à sauvegarder les biens lors d'événements calamiteux, de catastrophes, de sinistres, d'incendies, de crues ou d'inondations. Elle organise les interventions au quotidien en cas d'urgence vitale, de maladie et d'accident ainsi que le transport des patients vers les structures hospitalières.

L'Administration des services de secours comprend:

- la division de la protection civile
- la division d'incendie et de sauvetage
- la division administrative, technique et médicale.

Organigramme des structures administratives en charge des services de secours au sein du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

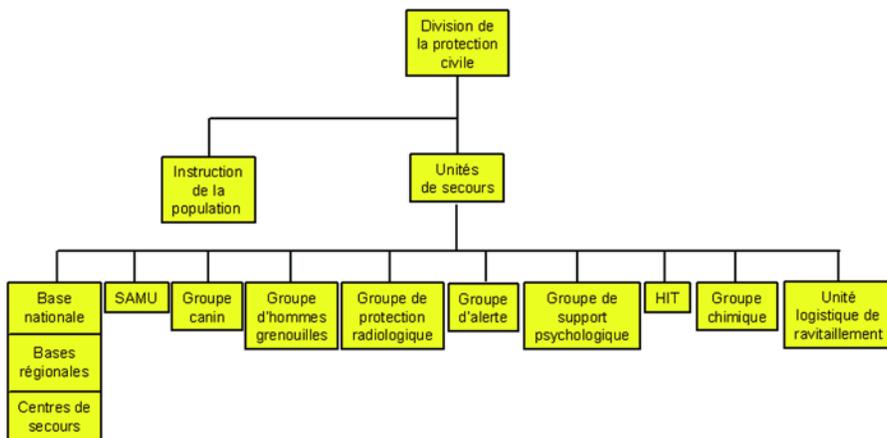


1. La direction

La direction de l'Administration des services de secours a pour mission:

- de définir les concepts généraux en matière de services de secours,
- de coordonner les activités des 3 divisions,
- de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures et des moyens destinés à protéger et à secourir la population et à sauvegarder le patrimoine national et les biens lors d'événements calamiteux, de catastrophes, de sinistres et d'incendies,
- d'assurer les liens avec les services de secours de nos pays voisins et d'adapter les plans et directives découlant des accords d'assistance mutuelle en cas de catastrophe,
- d'assurer la représentation au niveau des relations internationales avec l'UE, l'OTAN, le Conseil de l'Europe, etc.

1.1. La division de la protection civile



La division de la protection civile est chargée au niveau national de la mise en oeuvre des mesures nécessaires en vue de protéger et de secourir les personnes et de sauvegarder les biens lors d'événements calamiteux et de l'application des moyens y relatifs.

Aux fins d'assumer ces missions, la division de la protection civile dispose des structures suivantes :

- La brigade des secouristes-ambulanciers et des secouristes-sauveteurs se trouve répartie sur 21 centres de secours, 3 bases régionales (Esch/Alzette, Ettelbruck et Wiltz) et une base nationale (Lintgen). Les unités de secouristes-ambulanciers et de secouristes-sauveteurs, se composant de volontaires, ont pour mission de venir en aide aux personnes victimes d'événements calamiteux, de catastrophes, de sinistres et d'incendies;
- Le groupe d'alerte est chargé d'assurer le fonctionnement des centres d'alerte en temps de crise civile ou militaire;
- Le groupe d'hommes-grenouilles a pour mission d'assister, de sauver et de rechercher des personnes et des biens en détresse ou disparus en milieu aquatique;
- Le groupe de protection radiologique, ayant fait partie de l'ancien groupe de secours NBC (nucléaire, biologique et chimique), est chargé de porter secours aux personnes et de sauvegarder les biens en cas de catastrophes et d'accidents d'origine radiologique ou nucléaire, de délimiter les zones contaminées et de procéder aux opérations de décontamination de personnes et de biens;
- Le groupe de lutte contre la pollution par produits chimiques a pour mission de porter secours aux personnes et de sauvegarder les biens en cas de catastrophes et d'accidents impliquant des substances chimiques, de prendre les mesures adéquates pour la sécurité de la population et pour la protection de la nature;
- Le groupe canin est chargé de rechercher des personnes portées disparues ou ensevelies;
- Le groupe de support psychologique a pour mission d'intervenir lors d'accidents, d'incidents ou de catastrophes ou en toute situation pouvant nécessiter un support psychologique pour les équipes d'intervention, les victimes et leurs proches ou encore pour d'autres personnes impliquées.

La division de la protection civile comprend en outre le groupe d'intervention chargé de missions humanitaires (HIT) en dehors du territoire du Grand-Duché du Luxembourg en cas d'événements calamiteux très graves sur ordre du Gou-

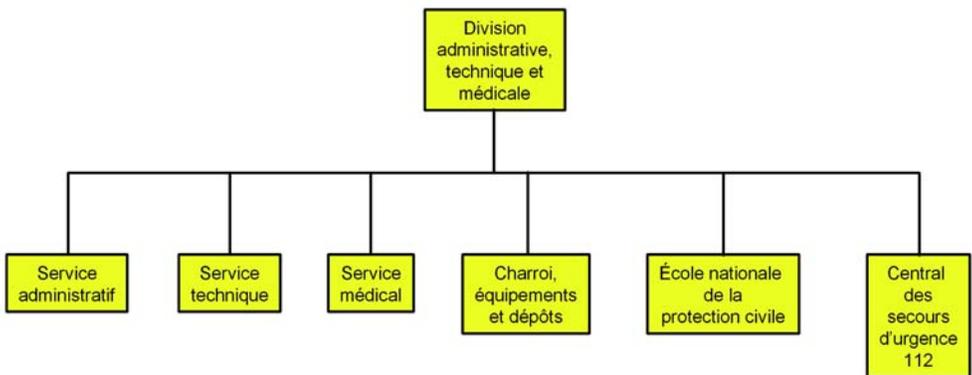
vernement, soit sur demande du ou des pays concernés, soit dans le cadre d'une assistance internationale.

L'unité logistique de ravitaillement, dont la création est récente, est une équipe chargée de ravitailler les intervenants lors des missions ou d'exercices de longue durée, et ne connaît actuellement pas encore de cadre légal.

Afin de répondre aux exigences opérationnelles, deux unités supplémentaires seront créées à court terme: une unité logistique de communication ainsi qu'une unité de support logistique.

En outre, la division de la protection civile est en charge de déterminer la formation des différentes équipes d'intervention.

1.2. La division administrative, technique et médicale



Le service administratif

Le service administratif est responsable de la gestion des ressources humaines et financières de l'administration des services de secours, de la gestion administrative du central des secours d'urgence, des relations internationales, des études statistiques, de la documentation ainsi que des publications.

Il a en outre pour mission de promouvoir, de coordonner et d'organiser la formation des services de secours et l'instruction de la population. Il gère à cet

égard l'Ecole Nationale de la Protection Civile (ENPC). Le service administratif est assisté dans cette tâche par une commission à la formation.

Il a dans ses compétences également l'atelier de réparation et d'entretien du charroi de l'Administration des services de secours sis à Lintgen.

Le service technique

Le service technique est chargé de la gestion, de l'entretien, de la planification et de l'organisation des moyens, des infrastructures et des équipements techniques de l'Administration des services de secours et notamment du central des secours d'urgence.

Le service médical

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une l'Administration des services de secours, le service médical est placé sous la division administrative, technique et médicale.

Le contrôle médical a pour objet:

- d'assurer une surveillance médicale continue obligatoire des sapeurs-pompiers et des volontaires de la division de la protection civile,
- de permettre aux bénévoles l'exercice de leurs missions sans risques pour leur santé,
- d'assurer une surveillance périodique des volontaires.

L'examen par le service médical est obligatoire pour les volontaires de la protection civile et du service d'incendie et de sauvetage et notamment pour les volontaires porteurs de la protection respiratoire isolante.

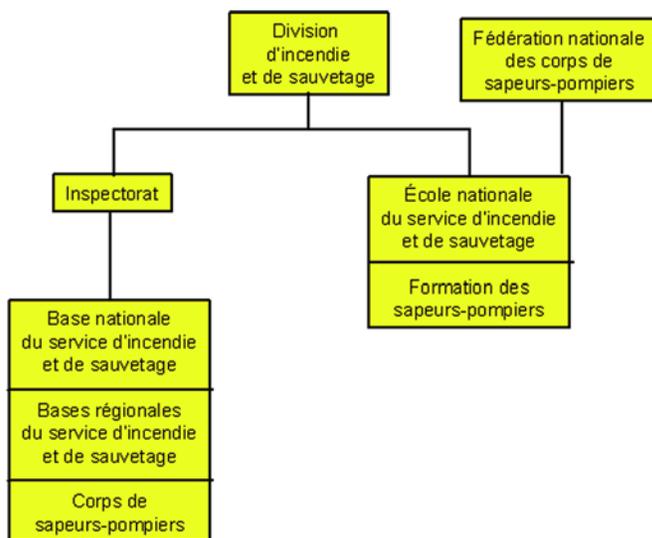
La périodicité de ce contrôle dépend des fonctions exercées et des risques encourus. Des contrôles plus rapprochés peuvent être réalisés sur demande de l'intéressé, du chef de corps des sapeurs-pompiers, du chef de centre ou du chef d'unité et en cas d'incident à l'occasion d'un service commandé.

Les médecins du service médical examinent également les jeunes sapeurs-pompiers entre 8 et 18 ans.

Un certificat médical d'aptitude est délivré par les médecins du service.

Le service, qui compte actuellement 15 médecins et 21 assistants techniques médicaux, fonctionne depuis septembre 2001 dans les locaux au 112, bd. Patton à Luxembourg. Le nombre de séances, qui se déroulent normalement les mardi soir et samedi matin, a été augmenté sensiblement pour faire face à l'afflux de candidats.

1.3. La division d'incendie et de sauvetage



La division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des services de secours a pour mission d'assurer au niveau national la coordination des services communaux d'incendie et de sauvetage, de conseiller les communes dans l'application de la nouvelle loi et de ses mesures d'exécution ainsi que dans l'organisation et l'équipement de leurs corps de sapeurs-pompiers, de veiller à l'exécution des mesures prévues en matière de prévention et de lutte contre l'incendie et de sauvetage et d'assumer l'inspection des services communaux d'incendie et de sauvetage dont l'organisation et le fonctionnement restent encore à préciser par règlement grand-ducal.

Il y a lieu de souligner que l'organisation et le fonctionnement des différents corps de sapeurs-pompiers restent du domaine de la compétence communale.

2. Relations Internationales

Dans ce cadre, l'Administration des services de secours entretient des contacts intensifs avec différents partenaires au niveau international. Au courant de l'année 2004, des représentants de l'Administration des services de secours ont participé à de nombreuses réunions dans le cadre de différents comités et groupes de travail internationaux au niveau de l'OTAN, du Conseil et de la Commission de l'UE, du BENELUX, de l'ONU et bilatéraux avec les pays voisins.

3. Infrastructures

3.1. Centres de secours

Au cours de l'année 2004, différentes communes ont commencé à réaliser leurs plans d'agrandissement ou de construction des centres d'intervention de la division de la protection civile et du service d'incendie et de sauvetage.

Ainsi, l'administration communale de Mertert a commencé avec la construction de leur nouveau centre de secours.

Les unités de secours connaissent une collaboration de plus en plus étroite entre les unités d'intervention de la division de la protection civile et du service d'incendie et de sauvetage. C'est dans cette optique que l'administration communale d'Esch/Alzette a continué les travaux d'agrandissement pour les garages du service des sapeurs-pompier afin de réunir dans ce complexe le service ambulancier de la protection civile et le service d'incendie et de sauvetage de la Ville d'Esch-sur-Alzette.

La commune de Junglinster a inauguré au cours de l'année 2004 son nouveau centre de secours pour les unités d'intervention de la division de la protection civile et les sapeurs-pompier.

4. Effectifs en personnel

4.1. Personnel fixe

L'effectif du personnel fixe de l'Administration des services de secours se compose de:

29 fonctionnaires dont:

- 1 directeur
- 3 chefs de division
- 2 ingénieurs techniciens inspecteur principal 1er en rang
- 1 ingénieur en informatique à mi-temps détaché du Centre Informatique de l'Etat
- 1 chef de bureau
- 1 rédacteur principal
- 1 rédacteur
- 1 commis principal
- 1 artisan dirigeant
- 1 artisan
- 16 préposés au service d'urgence

9 employés dont:

- 7 employés à tâche complète (dont un en congé pour travail à mi-temps)
- 2 employés à tâche partielle (dont un en remplacement dudit congé)

14 ouvriers, dont:

- 1 cuisinier à tâche complète
- 11 ouvriers à tâche complète
- 2 ouvriers à tâche partielle

4.2. Personnel bénévole

Le contingent des agents bénévoles de l'Administration des services de secours comporte à l'heure actuelle 10.428 femmes et hommes, regroupés comme suit:

Le contingent des agents bénévoles de la division de la protection civile compte à l'heure actuelle 2.115 femmes et hommes, regroupés comme suit:

- 25 centres de secours avec un effectif total de 1.929 volontaires assurant 24 heures sur 24 le service ambulancier et sauvetage dans le pays,
- le groupe d'alerte avec un effectif de 33 volontaires,
- le groupe d'hommes-grenouilles avec un effectif de 27 volontaires (membres et stagiaires),
- le groupe de protection radiologique avec un effectif de 30 volontaires,
- le groupe de protection contre la pollution par produits chimiques dont le nombre maximum est de 50 membres,
- le groupe canin avec un effectif de 16 volontaires,
- le groupe de support psychologique avec un effectif de 70 volontaires,
- l'unité logistique de ravitaillement avec un effectif de 28 volontaires,
- le corps des instructeurs et conseillers techniques avec un effectif de 96 volontaires.

Les corps de sapeurs-pompiers avec un effectif de 8.167 volontaires.

5. Moyens et Equipements

5.1. Acquisitions opérées en 2004

Un programme d'équipement pluriannuel pour les années 2000-2005, élaboré par l'Administration des services de secours, est destiné à assurer d'une part une gestion optimale du charroi et d'autre part une planification judicieuse de l'acquisition du matériel d'intervention des différentes unités de secours. Ce programme avait prévu pour 2004 les acquisitions suivantes:

5.1.1. Véhicules

- 5 ambulances du type camionnette adaptées aux besoins et aux exigences du SAMU
- 1 ambulance médicalisée
- 6 antennes mobiles SAMU

5.1.2. Equipements spéciaux

- 6 systèmes de communication sous-marins
- 1 lot de matériel de plongée
- 1 set d'immobilisation
- 5 simulateurs de réanimation (adultes)
- 1 fût de stockage en inox
- 1 lot de containers pour le transport / la distribution des repas

5.1.3. Vêtements d'intervention et de protection

5.1.3.1 Vestes de sécurité pour sauveteurs :

Un souci de sécurité du personnel d'intervention et de conformité aux normes européennes a amené les responsables de l'Administration des services de secours à remplacer les vestes de sécurité des unités de sauvetage, remplacement qui s'échelonne pour des raisons d'équilibre budgétaire sur 4 années.

5.1.3.2. Remplacement des vêtements de protection anti-gaz

Les vêtements en question doivent faire l'objet de ré-épreuves et de remplacements périodiques afin de garantir leur étanchéité et ainsi la sécurité du personnel d'intervention.

5.1.4 Equipements de télécommunications

Sont à signaler pour l'année 2004 notamment :

- l'acquisition de 395 appareils recherche personne,
- la mise à niveau des serveurs du système d'alerte,
- le démarrage d'une étude sur l'informatisation des plans d'intervention.

5.1.4.1. Remplacement des sirènes d'alarme

Le réseau des sirènes d'alarme et le central des secours d'urgence représentent des équipements vitaux pour l'Administration des services de secours.

Bon nombre de sirènes d'alarme actuellement en service sont encore du type électromécanique, un équipement qui n'est plus fabriqué. Vu la vétusté des sirènes d'alarme du type électromécanique, un remplacement s'impose.

Le coût du remplacement de toutes les sirènes d'alarme électromécaniques est de l'ordre de 2.726.820 € et l'acquisition s'échelonne jusqu'en 2010.

En 2004, un quatrième lot de 36 sirènes pour le territoire du pays a été acquis et installé.

5.2. Acquisitions prévues pour 2005

Les acquisitions suivantes sont prévues pendant l'exercice budgétaire 2005:

Charroi

- 1 conteneur d'entraînement à la lutte contre les produits chimiques
- 4 ambulances
- 1 remorque porte conteneur
- 1 conteneur avec réservoir de 10.000 litres pour le transport d'eau potable.

Equipements spéciaux

- simulateurs de réanimation
- 1 canot de sauvetage
- lot de matériel de plongée
- station de mesure fixe du débit de dose installée dans la voiture du groupe de protection radiologique
- sondes de contamination électronique pour le groupe de protection radiologique
- fûts de stockage en inox.

Equipements de télécommunications

- appareils recherche personne
- stations réémettrices
- serveur NT du système de préalerte et de prévision de crues
- station de travail du gestionnaire des alertes.

Vêtements d'intervention et de protection

- chaussures de sécurité pour secouristes - ambulanciers
- tenues pour les membres de l'unité de support psychologique.

6. Le central des secours d'urgence 112

Un total de 466.917 appels a été enregistré au central des secours d'urgence pendant l'année 2004 par rapport à 449.788 appels pour l'année 2003.

Les appels arrivant au central 112 comportaient :

- 2.461 appels pour accidents de circulation,
- 5.071 appels pour autres accidents,
- 29.372 appels pour transports de malades,
- 1.234 appels pour incendies,
- 5.050 appels pour interventions diverses (inondations, intempéries, ...),
- 397.662 appels pour renseignements divers (pharmacies, médecins, hôpitaux de garde, ...),
- 26.067 appels abusifs.

Ceci représente une moyenne de 1.279 appels par jour.

Il reste à relever que le nombre d'appels entrant au 112 durant l'année 2004, provenant des réseaux mobiles, se chiffre à 193.957 (41,5 %).

7. Rapport d'activité de la division de la protection civile

7.1. Le service ambulancier

Le service ambulancier de la division de la protection civile est assuré par 24 centres de secours couvrant l'ensemble du Grand-Duché, à l'exception du territoire de la capitale où ce service est assuré par le Service d'Incendie et d'Ambulance de la Ville de Luxembourg.

Le service ambulancier est garanti 24 heures sur 24.

L'équipage d'une ambulance se compose en principe de trois secouristes - ambulanciers volontaires.

La division de la protection civile dispose de 51 ambulances qui sont réparties comme suit :

- 47 ambulances à disposition des 24 centres d'intervention,
- 1 ambulance pour l'Ecole Nationale de la Protection Civile,
- 3 ambulances de réserve stationnées à la Base Nationale de support à Lintgen.

Pendant l'année 2004, les ambulances de la division de la protection civile ont effectué 28.664 sorties en parcourant 907.425 kilomètres par rapport à 29.275 sorties et 926.119 kilomètres parcourus en 2003.

Ces interventions se répartissent comme suit :

1.570 sorties dans le cadre des accidents de circulation,

5.356 sorties dans le cadre d'accidents divers (travail, ménage, etc.),

10.516 sorties dans le cadre de transports de malades non urgents,

8.385 sorties dans le cadre de transports urgents,

2.837 sorties dans le cadre d'interventions diverses (incendies, manifestations, exercices).

Depuis que le service ambulancier est assuré par la protection civile, les ambulances ont parcouru un total de 23.589.408 kilomètres lors de 645.092 sorties de 1962 à 2004.

7.2. Le service d'aide médicale urgente

Depuis le 1er juillet 1989, le service d'aide médicale urgente (SAMU), institué par la loi du 27 février 1986 concernant l'aide médicale urgente, fait partie intégrante des services de secours. Le parc automobile du SAMU se compose de 6 véhicules d'intervention rapide. 3 véhicules du SAMU, c.-à-d. les antennes mobiles, transportant sur le lieu de l'urgence vitale les équipes de médecins anesthésistes - réanimateurs et d'infirmiers - anesthésistes avec une panoplie de matériel médical le plus sophistiqué, sont stationnés auprès des hôpitaux de garde des régions Luxembourg, Esch-sur-Alzette et Ettelbruck. 2 véhicules de réserve sont stationnés au Service d'Ambulances et d'Incendie de la Ville de Luxembourg et 1 SAMU de réserve se trouve à la Direction de l'Administration des services de secours.

Les statistiques suivantes témoignent du nombre d'interventions effectuées par le SAMU au cours de l'année 2004 :

Ettelbruck :	950 sorties
Esch/Alzette :	2.141 sorties
Luxembourg :	3.213 sorties

Soit au total: 6.304 sorties ou en moyenne 17 sorties par jour effectuées par les antennes mobiles du SAMU.

Depuis le 1er novembre 1991, le service d'aide médicale urgente est complété au besoin par l'hélicoptère de sauvetage de « L.A.R. s.à.r.l. » conventionné par l'Etat et mis à sa disposition pour intervenir dans le cadre du SAMU. Doté des mêmes équipements médicaux que les l'antennes mobiles terrestres, l'hélicoptère peut, en cas de nécessité, et sous certaines conditions, acheminer rapidement le médecin anesthésiste - réanimateur et l'infirmier du SAMU vers le lieu d'intervention.

7.3. Le service de sauvetage

Le service de sauvetage, qui est garanti 24 heures sur 24, est assuré par 23 centres de secours dont:

- 19 centres de secours qui sont dotés d'un véhicule de sauvetage rapide,
- 3 centres de secours constitués bases régionales de support qui sont dotés de matériel d'intervention lourd,
- le centre de secours de Lintgen qui fait fonction de Base Nationale de Support de la division de la protection civile.

L'équipage d'un véhicule de sauvetage rapide se compose d'au moins trois secouristes - sauveteurs volontaires.

Pendant l'année 2004, les véhicules de sauvetage de la division de la protection civile ont parcouru 126.352 km au cours de 6.416 interventions; le total du temps d'intervention presté par les volontaires pendant les interventions était de 18.611 heures.

7.4. Le groupe de protection radiologique (GPR)

Conformément aux nouvelles dispositions de la loi du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des services de secours, le nom du "groupe NBC" a été changé en "groupe de protection radiologique". Les attributions du groupe se situent au niveau des interventions en cas d'incident ou d'accident impliquant des substances radioactives ou nucléaires, notamment en cas d'accident dans une des centrales nucléaires situées au-delà des frontières dans un des pays voisins, lors du transport de sources radioactives par avion, par route ou par voie ferroviaire, en cas d'accidents impliquant des sources radioactives dans le domaine industriel, médical et de la recherche ainsi qu'en cas d'actes malveillants impliquant des substances radioactives.

Comme les années précédentes, le GPR a organisé deux exercices d'entraînement pratique sur le terrain. En 2004, comme en 2003, ces exercices visaient la mise en œuvre de procédures et de stratégies d'intervention en cas d'acte de malveillance mettant en œuvre des substances radioactives. Lors de ces exercices, une attention spéciale a été attribuée à la recherche et à la détection de sources radioactives cachées ou camouflées. Cet entraînement a visé une intervention potentielle du groupe en cas de menace terroriste. Dans

ce même esprit, le groupe a présenté son équipement lors du séminaire “ La préparation des services d'intervention face aux risques d'attentats RNBC “ organisé par l'Administration des services de secours au mois de novembre 2004.

Le GPR a participé, sous l'égide de l'Armée, aux exercices pratiques de mise en œuvre des stations de décontamination, mises en place dans une série de bâtiments publics présélectionnés, conformément aux dispositions du plan particulier d'intervention Cattenom.

Des cours de formation dans le domaine de la radioprotection ont été organisés à l'attention des instructeurs en sauvetage et secourisme de la division de la protection civile, ainsi qu'aux élèves de l'Ecole de la Police grand-ducale.

7.5. Le groupe d'alerte

Une des missions du groupe d'alerte est la collecte d'informations en relation avec des incidents nucléaires, chimiques et biologiques, en cas de conflits militaires ou en cas de crise en générale. Une des missions principales des membres du groupe consiste à analyser les informations disponibles et de faire parvenir les résultats des calculs concernant la zone de contamination par des agents toxiques et leur dispersion et progression à la cellule de coordination et de décision.

L'étroit échange d'informations et le maintien du contact avec des membres de centres d'alerte d'autres pays se fait par le biais du GOEWDS (Group of Experts on Warning and Detection Systems) de l'OTAN. Le groupe d'alerte a représenté l'Administration des services de secours aux réunions semestrielles à Bruxelles (Quartier général de l'OTAN) et à Krakow en Pologne. Le GOEWDS est placé sous la tutelle du Comité de Protection Civile (CPC) de l'OTAN. Afin de garantir une communication uniforme et efficace entre les pays membres de l'OTAN et les pays de l'Est dans le cadre du Partenariat pour la Paix (OTAN) et en cas de crise, le GOEWDS organise un exercice international annuel nommé INTEX. En vue de cet exercice, le GOEWDS organise au préalable un workshop à l'école militaire de l'OTAN à Oberammergau en Allemagne.

Le groupe d'alerte représentait le Luxembourg à l'«Operations Working Group» (OWG) du GOEWDS. L'OWG s'était réuni en janvier à Jersey (Channel Islands) pour préparer l'exercice INTEX 2004. Les membres de l'OWG font d'office fonc-

tion de membre de l'INTDISTAFF (direction internationale de l'exercice) durant l'exercice INTEX.

Le CNA a participé en 2004 à cet exercice, au cours duquel un agent de liaison du groupe d'alerte était détaché au Centre d'Alerte National d'Allemagne à Bonn.

L'instruction des membres du groupe d'alerte, composé exclusivement de volontaires, se fait par ordre semestriel à raison de 16 réunions d'instruction.

La participation aux séminaires de l'Administration des services de secours et à deux week-ends de formation annuels du groupe d'alerte à l'Ecole Nationale de la Protection Civile à Schimpach fait également partie intégrante de la formation.

Une partie des membres du groupe d'alerte forme le groupe CATTENOM. L'instruction des membres du groupe CATTENOM se fait par ordre semestriel à raison de 8 réunions d'instruction. En étroite collaboration avec le groupe de protection radiologique de la division de la protection civile et les membres de la division de la radioprotection du Ministère de la Santé, le groupe CATTENOM assume ses missions, notamment la collecte d'informations et les calculs de prévision des zones contaminées.

Les membres du groupe CATTENOM ont participé au cours de l'année 2004 à divers exercices nationaux et internationaux.

7.6. Le groupe canin

Le groupe canin de la division de la protection civile a pour mission de rechercher des personnes égarées, disparues ou ensevelies sous des décombres. Il intervient tant sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg qu'à des missions dans le cadre du groupe d'intervention chargé de missions humanitaires à l'étranger.

Le groupe canin se compose actuellement de 17 membres avec 16 chiens de recherche et de sauvetage, d'un chef de groupe, de 2 adjoints au chef de groupe, d'un instructeur en matière de cynotechnique, d'un instructeur en matière de sauvetage et d'un vétérinaire.

Comme tous les ans, le groupe accomplit diverses formations, notamment auprès des Équipes Cynophiles de Recherche et de Sauvetage Françaises (Direction de la Défense et de la Sécurité Civile, Direction des Services de Secours et des Sapeurs-Pompiers, France), de l'USC/7 (Unité de la Sécurité Civile de Brignole en France) et avec le THW Obermosel en Allemagne. Certains membres participent et assument également la formation des équipes cynophiles allemandes.

De même, le groupe participe à 4 week-ends de formation à l'ENPC à Schimpach et à 6 à 8 week-ends de formation opérationnelle sur le terrain.

Tous les membres se soumettent régulièrement aux entraînements (quête, décombres, pistage, théorie,...) à raison de 7 à 8 heures par semaines. Le groupe a participé à divers démonstrations et exercices.

En 2004 le groupe canin a presté au total 3.046 heures, dont:

- 175 heures lors de 9 interventions au Luxembourg et à l'étranger,
- 256 heures d'entraînements et formations à l'étranger,
- 2.615 heures d'entraînements et formations au Luxembourg dont:
 - 1.368 heures lors de recherches en quête,
 - 504 heures lors de recherches en décombres,
 - 430 heures lors de formations diverses et
 - 313 heures à l'occasion d'autres activités et engagements.

7.7. Le groupe des hommes-grenouilles

Au cours de l'année 2004, les hommes-grenouilles ont dû intervenir 21 fois avec 213 heures prestées, dont :

- 78 heures lors de 9 interventions de sauvetage/recherche de personnes,
- 13 heures lors de 2 interventions de recherche de biens,
- 27 heures lors de 3 interventions pour accidents de circulation,
- 95 heures lors de 7 interventions diverses.

1.170 heures de permanence ont été prestées près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre pendant la période du 15 mai au 15 septembre 2004. Cette permanence est prévue par le règlement grand-ducal du 19 mars 1979

instituant près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre un poste de premiers secours pendant la saison touristique.

4.517 heures de permanence ont été prestées à l'occasion d'autres activités et engagements en 2004.

Au total le nombre d'heures prestées en 2004 par les volontaires du groupe d'hommes-grenouilles de la division de la protection civile s'élève à 5.900 heures.

Une formation conjointe d'une durée de 15 jours avec des équipes de plongeurs des départements du Nord et de la Moselle a eu lieu à l'École Nationale de la Protection Civile à Schimpach. Comme chaque année, l'échange de procédures et d'informations entre le groupe d'hommes-grenouilles luxembourgeois et les plongeurs français a été très fructueux.

7.8. Transports d'eau potable effectués par la division de la protection civile au profit de la population

Pour l'approvisionnement de fortune de la population en eau potable, la division de la protection civile intervient à deux échelons, c'est-à-dire pour:

- ravitailler la population de certains quartiers ou rues à partir de camions-citernes,
- suppléer au réseau de distribution défectueux par un réseau provisoire à l'aide de tuyaux pour alimenter le réservoir d'eau d'une commune ou d'une localité.

De même, la division de la protection civile intervient lors de l'alimentation en eau des entreprises industrielles en cas de panne ou de réparation du réseau de distribution d'eau pour éviter toute perte de production.

En 2004, dans le cadre de ces missions, la division de la protection civile a presté 42 heures de travail pour le transport de 210.000 litres d'eau.

7.9. Le groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques

Ce groupe est intervenu 23 fois en 2004 dans l'intérêt de la lutte contre la pollution du milieu naturel par hydrocarbures et autres agents chimiques. Pendant l'année écoulée, 76 volontaires du groupe de lutte contre les pollutions par produits chimiques ont presté 106 heures lors de ces 23 interventions.

7.10. L' Unité logistique de ravitaillement

En 2004, les bénévoles de l'unité logistique de ravitaillement ont presté 1.494 heures de travail dont 378 heures pour préparatifs et nettoyage de l'équipement.

Les interventions de l'unité en 2004 étaient:

- 29 février** Distribution de bouillon et de café aux camionneurs bloqués par la neige sur l'autoroute en direction de la France et de la Belgique.
- 21-23 avril** Entraînement de la Police grand-ducale au camp de Lagland (Belgique).
- 26-28 mai** Entraînement de la Police grand-ducale au camp de Lagland.
- 27 octobre** Entraînement de la Police grand-ducale au camp de Lagland.
- 10-12 novembre** Entraînement de la Police grand-ducale au camp de Lagland.
- 21-23 mai** Grand exercice de l'unité d'intervention chargée de missions humanitaires à l'étranger ensemble avec le THW allemand.
- 7 décembre** Exercice Tunnel Markusberg.

7.11. Le groupe de support psychologique (GSP)

Les membres du GSP ont effectué 192 missions au cours de l'année 2004. 49 membres différents du GSP ont participé à ces missions et ont effectué 393 interventions (avec une ou plusieurs personnes).

Temps total d'intervention pour 192 missions: 1.053 heures. Le temps d'intervention moyen par sortie est de 2,7 heures. En moyenne, chacun des 49 intervenants a consacré 21,5 heures pour des missions en 2004.

Comme par le passé, la majorité des interventions concernait des accidents (circulation, domestique, travail, loisirs). Outre les accidents, les raisons de l'intervention du GSP sont souvent en relation avec le décès d'une personne ou alors dans le cadre de tentatives de suicide.

7.11.1 Formation

Au cours de l'année 2004, 4 bénévoles ont réussi leur formation de base. 11 soirées de formation de base et 8 soirées de formation continue ainsi que 3 week-ends à l'Ecole Nationale de la Protection Civile ont été organisés en 2004 par les responsables du GSP.

Des réunions d'information sur le fonctionnement et les méthodes d'intervention du GSP ont eu lieu, pour les ambulanciers de certains centres d'intervention ainsi que pour les élèves de l'Ecole de la Police grand-ducale. Il reste à relever que le GSP a régulièrement rencontré les membres de l'équipe SPPG (Service Psychologique Police grand-ducale).

7.11.2. Exercices du groupe de support psychologique

L'année passée, le GSP participait aux exercices énumérés ci-dessous et ceci avec un total de 72 membres :

- | | |
|-------------------|--|
| 22 mai | Exercice avec simulation d'un tremblement de terre du groupe « Humanitarian Intervention Team » à Esch/Belval. |
| 6 juin | Exercice simulant une situation d'exception à Wormeldange. |
| 19 juin | Exercice simulant un accident en milieu aquatique à Remich. |
| 20 juin | Exercice ferroviaire dans un tunnel à Wiltz. |
| 26 juin | Exercice ferroviaire à Belvaux. |
| 7 décembre | Exercice simulant un accident dans le tunnel routier Markusbiérg. |

8. Exercices internationaux

8.1. Exercice européen feux de forêts

Sous l'égide de la Commission Européenne, la France avait organisé en date du 18 au 20 avril 2004, dans le département des Bouches-du-Rhône, un premier exercice communautaire de grande ampleur sur le thème de la lutte contre les feux de forêts.

Cet exercice portait sur la mise en œuvre du mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours relevant de la protection civile, institué par la décision du Conseil de l'Union Européenne du 23 octobre 2001, et l'activation du centre d'information et de suivi à Bruxelles (Monitoring Information Center – MIC). Des équipes de secours de huit pays européens (dont une luxembourgeoise) sont intervenues en renfort des services français.

8.2. Exercice de mise en oeuvre du plan d'intervention Cattenom

En janvier 2004 a eu lieu un exercice de mise en œuvre du plan particulier d'intervention en cas d'incident ou d'accident à la centrale électronucléaire de Cattenom, exercice commun entre la France, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et le Luxembourg.

Cet exercice, visait notamment l'information mutuelle, la communication entre autorités et l'information des médias en cas d'accident nucléaire.

8.3. Exercice commun du groupe chargé de missions humanitaires de la division de la protection civile et du THW de la République fédérale d'Allemagne

Un exercice commun des équipes d'intervention allemandes et luxembourgeoises a été organisé en date du 21 au 23 mai 2004.

L'exercice organisé dans le cadre de la convention de collaboration entre le THW allemand et l'Administration des services de secours luxembourgeois avait pour objectif principal de revoir les procédures d'intervention communes entre les équipes de secours ainsi que leur intégration dans les mécanismes européens et internationaux d'assistance lors d'événements majeurs.

La visite sur les lieux de l'exercice du Président de la "Bundesanstalt Technische Hilfswerk" ainsi que des Ministres luxembourgeois de l'Intérieur et de la Coopération a été particulièrement appréciée par l'ensemble des acteurs de cet exercice.

9. La formation

9.1. Cours élémentaires de secourisme

Organisés en collaboration avec les administrations communales, les cours élémentaires de secourisme connaissent un succès croissant d'année en année.

De nombreuses actions de propagation du secourisme ont été organisées sur le plan local par les responsables des centres de secours et dans les écoles par la direction.

Le nombre de cours élémentaires de secourisme organisés en 2004 était de 119 avec 2.424 participants par rapport aux 115 cours avec 2.090 participants en 2003.

Au cours de l'année 2004, 84 cours de rappel ont été organisés par l'Administration des services de secours.

L'augmentation du nombre de participants aux cours élémentaires de secourisme pendant la dernière décennie est due pour une grande partie à la législation concernant la sécurité et la santé du travailleur au travail. C'est ainsi que bon nombre d'entreprises, répondant aux obligations leur imposées, demandent l'organisation de cours afin de former des secouristes au sein de leur entreprise.

Il y a lieu de signaler que suite à une demande formulée par l'INAP de dispenser, dans le cadre des cours de formation continue du personnel de l'Etat, des cours de premiers secours, l'Administration des services de secours a organisé de telles formations à plusieurs reprises.

9.2. Cours de formation pour les volontaires de la division de la protection civile

Au cours de l'année 2004, 46 secouristes-ambulanciers et 85 secouristes-sauveteurs ont clôturé avec succès leur formation respective.

98 cours ont été tenus à l'Ecole Nationale de la Protection Civile à Schimpach au cours de l'année d'instruction 2004. Ces cours ont été fréquentés par 2.318 personnes et se répartissent comme suit:

17 cours de sauvetage avec	476	participants
27 cours pour secouristes - ambulanciers avec	507	participants
2 cours pour le groupe de protection radiologique avec	41	participants
6 cours de plongée avec	128	participants
2 cours pour les agents du groupe d'alerte avec	31	participants
2 cours pour le groupe canin avec	21	participants
3 cours pour le groupe de support psychologique avec	84	participants
16 cours pour l'entraînement au circuit respiratoire avec	268	participants
6 cours de situation d'exception avec	143	participants
17 cours divers avec	619	participants.

9.3. Formation continue

La formation continue se déroule à plusieurs niveaux.

9.3.1 Formation continue pour les cadres

L'Administration des services de secours avait organisé pour 35 volontaires une formation continue en matière de gestion de situations d'exception. Cette formation se déroulait les 8 et 9 juin à l'Ecole Nationale de la Protection Civile à Schimpach. Elle s'adressa aux responsables des centres de secours respectivement des unités de la division de la protection civile et avait pour but de développer une philosophie commune de prise en charge d'un grand nombre de victimes en cas d'un événement majeur.

Afin de renforcer ou de rafraîchir les compétences de gérer un centre ou une unité composé de volontaires de la division de la protection civile, l'Institut National d'Administration Publique (INAP) a organisé, en étroite collaboration avec la division de la protection civile, une formation continue les 9 et 10 mars à l'Ecole Nationale de la Protection Civile. Le thème de cette formation était: « Führen von Teams im Freiwilligenbereich ».

9.3.2. Formation continue des opérateurs du central des secours d'urgence (CSU 112)

9.3.2.1. Formation continue des opérateurs du CSU à Dudelange

Le travail des agents opérateurs du central des secours d'urgence 112 exige des connaissances et qualités particulières. Les nombreuses tâches ne peuvent être accomplies que moyennant une grande compétence sur les plans professionnel et humain.

Une formation de base ainsi qu'une formation continue régulière permet aux agents opérateurs d'acquérir et de perfectionner ces compétences et ceci dans l'intérêt du service offert à la population.

La direction de l'Administration des services de secours organise ainsi plusieurs fois par année des cours de formation spécifiques pour le personnel du central 112.

En date du 13 novembre 2004, une formation ayant comme but principal la présentation des véhicules et des philosophies d'intervention des postes de commandement mobiles des centres d'intervention de Mertert, Dudelange et Esch-sur-Alzette a été organisée.

A cette occasion, les agents opérateurs ont pu se familiariser avec le matériel et l'équipement technique des différents véhicules et la philosophie générale d'intervention de ces véhicules a été discutée.

Un deuxième volet de la formation continue consistait à sensibiliser les agents opérateurs à la communication avec la presse au quotidien.

Le central des secours d'urgence 112 informe plusieurs fois par jour les organes de presse d'événements tels que les incendies, les accidents de la route ou d'autres événements particuliers.

9.3.2.2. Formation continue des opérateurs du CSU à l'Institut National d'Administration Publique

L'Institut National d'Administration Publique (INAP) a organisé en étroite collaboration avec l'Administration des services de secours des formations

continue pour les opérateurs du CSU 112. Lors de ces formations ont été traités les sujets suivants:

- la nouvelle version du plan nombreuses victimes,
- l'organisation du SAMU hélicopté,
- la présentation du plan d'intervention « Markusbiorg ».

9.3.3. Formation continue des volontaires

Toujours dans le souci d'optimiser la formation des volontaires et dans le but de sensibiliser les différents services d'intervention, impliqués en cas d'événement majeur, à une philosophie commune de prise en charge des victimes, l'Administration des services de secours avait organisé un cycle de formation continue en matière de gestion de situations d'exception. Cette formation, qui se déroulait à l'Ecole Nationale de la Protection Civile, avait comme objectif de tester les chaînes de commandement des secours face aux conséquences d'un événement de grande envergure et de permettre aux volontaires d'acquérir des compétences spécifiques. Un nombre total de 74 personnes ont été formées en matière de gestion de situations d'exception.

9.3.4. Formation PROCIV-NET/CECIS

CECIS est une application multilingue accessible via un navigateur Internet commun sur le réseau privé TESTA (Services Européens de transaction pour Télématique entre Administrations) et liée à l'utilisation d'un serveur e-mail SMTP.

L'objectif de PROCIV-NET est d'assurer l'intercommunication des autorités nationales avec la responsabilité de protéger des citoyens de risques naturels et technologiques. Il met en oeuvre le CECIS, introduit par Décision du Conseil du 23 octobre 2001, instituant le mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions relevant de la protection civile.

Un membre du personnel technique de l'Administration des services de secours a participé à une formation à l'intention des utilisateurs et des administrateurs CECIS qui a eu lieu à Bruxelles.

Cette formation a porté sur le fonctionnement du réseau PROCIV-NET, sur la gestion des bases de données et la transmission des informations et des données.

9.3.5. Formation dans le cadre du mécanisme communautaire dans l'intérêt d'une collaboration renforcée dans le cadre d'interventions relevant de la protection civile.

La Commission Européenne organise des formations spécifiques préparant aux missions d'assistance dans le cadre du Mécanisme (missions à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union).

Ces formations se déroulent à plusieurs niveaux: « Induction course » et «Operational management course»

Plusieurs membres de l'unité chargée de missions humanitaires à l'étranger ont participé à ces cours.

9.3.6 Séminaires et conférences

Séminaire international "airbag 2000+" et workshop pour les services de secours

En date du 29 novembre 2004, deux instructeurs en matière de sauvetage de l'Administration des services de secours ont participé à un séminaire international à Karlsruhe (Allemagne), portant sur les risques que peuvent constituer pour les intervenants des services de secours, les systèmes de sécurité installés dans les voitures de tourisme et camions, tels que airbag, sidebag, tendeurs de ceintures de sécurité, etc.

10. Publications

Le but des publications éditées par l'Administration des services de secours est d'une part, d'informer la population sur le comportement à adopter en situation de crise et de fournir à la population des informations indispensables pour leur sécurité. D'autre part, ces publications sont censées attirer l'attention du public sur les activités et les mérites des volontaires des services de secours et notamment de sensibiliser le public à s'engager dans les rangs des unités de secours de l'Administration des services de secours. En outre, l'Ad-

ministration des services de secours édite des brochures en tant qu'aide-mémoire pour les participants des cours de secourisme et des précis d'instruction pour les volontaires.

Le tirage et la diffusion de ces dépliants dépendent des groupes de population ciblés par les différentes actions.

10.1. La brochure “Erste Hilfe”

Réimpression des brochures en langue allemande en 2004.

10.2. La brochure “premiers secours”

Réimpression des brochures en langue française en 2004.

10.3. Brochure sur le programme de formation continue organisé à l'ENPC

Dans un monde en perpétuelle et rapide transformation, les tâches des unités d'intervention de l'Administration des services de secours ont radicalement changé au cours de la dernière décennie. D'une part, la mise en service de matériel plus efficace mais aussi plus sophistiqué, d'autre part les interventions, dont le nombre ne cesse d'augmenter, exigent des volontaires l'accomplissement de tâches de plus en plus spécialisées et complexes.

Ces constatations ont amené la direction de l'Administration des services de secours à élargir au cours des dernières années son programme de cours de formation continue par des séminaires spécialisés ainsi que par de nouveaux cours de formation. Le grand nombre d'inscriptions a confirmé le besoin croissant en matière de formation et des efforts substantiels ont été réalisés pour élargir la panoplie de l'offre de formation.

11. Manifestations sur le plan national

11.1. Campagne mobilité et sécurité sur la route

Depuis l'année scolaire 2003-2004, l'Administration des services de secours a participé aux campagnes « mobilité et sécurité sur la route » dans les écoles secondaires et secondaires techniques.

En effet, face au bilan effrayant des accidents de la route au Luxembourg, l'école est appelée à s'associer aux efforts sur le plan éducatif dans la lutte contre l'insécurité routière. L'objectif d'un tel engagement dans l'enseignement post-primaire est de préparer nos jeunes à aborder le phénomène de la mobilité dans toute sa complexité et de contribuer ainsi à réduire les accidents de la route. Le but est donc d'engendrer un processus éducatif à long terme - faisable uniquement à l'école.

11.2. Manifestations en 2004

11.2.1. Festival Terre Rouge 2004

Lors du festival Terre Rouge 2004 qui a eu lieu en date du 5 septembre 2004 à Esch-sur-Alzette, l'Administration des services de secours avait mis en place, tel qu'il est d'usage lors de manifestations pareilles, un dispositif de sécurité adapté au nombre de spectateurs prévus.

Le poste de commandement mobile du service d'incendie et de sauvetage de la Ville d'Esch-sur-Alzette a été installé afin de garantir une coordination et une communication optimale avec l'ensemble des intervenants des différentes unités.

Un poste médical avancé a été installé sous la coordination d'un membre professionnel de l'Administration des services de secours.

Au total, un infirmier et 4 ambulanciers ont assuré le dispositif.

Outre 2 ambulances des centres de secours d'Esch-sur-Alzette et de Belvaux, 15 membres du service d'incendie et de sauvetage de la Ville d'Esch-sur-Alzette ont été mobilisés préventivement.

11.2.2. Rallye de Luxembourg

Lors du Rallye de Luxembourg en date du 11 au 13 novembre 2004, l'Administration des services de secours avait mis en place un dispositif important afin d'assurer la sécurité aux spectateurs et aux pilotes en cas d'accident.

Le poste de commandement mobile de l'Administration des services de secours, occupé par un opérateur du CSU 112 et d'une équipe de trois

membres spécialisés de la BNS Lintgen, a été installé afin de garantir une coordination et une communication optimale avec l'ensemble des intervenants tels que corps de sapeurs - pompiers, services ambulanciers et de sauvetage.

Au total sept ambulances médicalisées dotées de trois ambulanciers et cinq véhicules de sauvetage rapide dotés de trois sauveteurs ont été mis à disposition des organisateurs afin d'assurer la sécurité sur 15 spéciales.

12. Assistance internationale

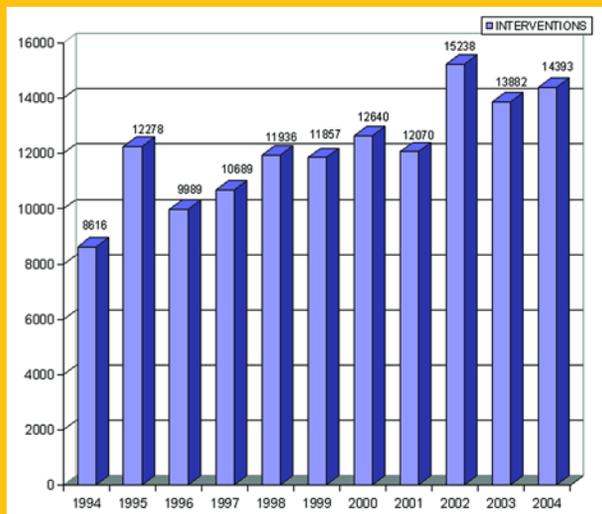
Suite au tremblement de terre qui a touché le Nord du Maroc au cours de la nuit du 23 au 24 février 2004, des équipes d'intervention de la Croix-Rouge luxembourgeoise et de la division de la protection civile se sont rendues le 24 février 2004 dans les régions sinistrées. Elles ont été affrétées par la Luxembourg Air Rescue.

L'Administration des services de secours a envoyé 15 secouristes, dont 10 membres du groupe canin, à Al Hoceima.

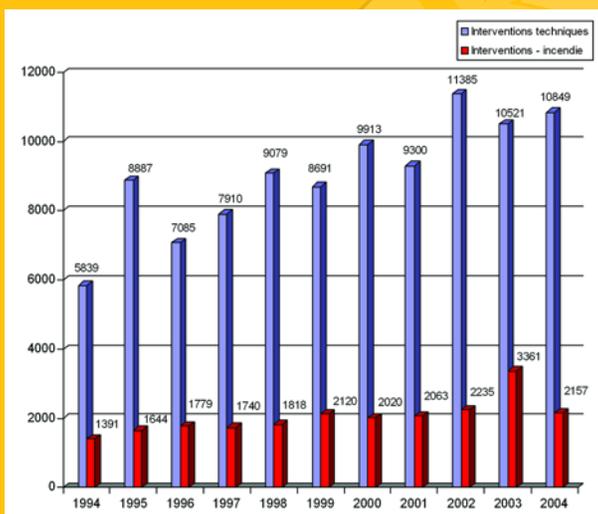
La Croix-Rouge et l'Administration des services de secours ont par ailleurs apporté du matériel de premier secours, des tentes, des couvertures ainsi que de la nourriture et de l'eau potable dans les régions touchées par le séisme.

13. Rapport d'activité de la division d'incendie et de sauvetage

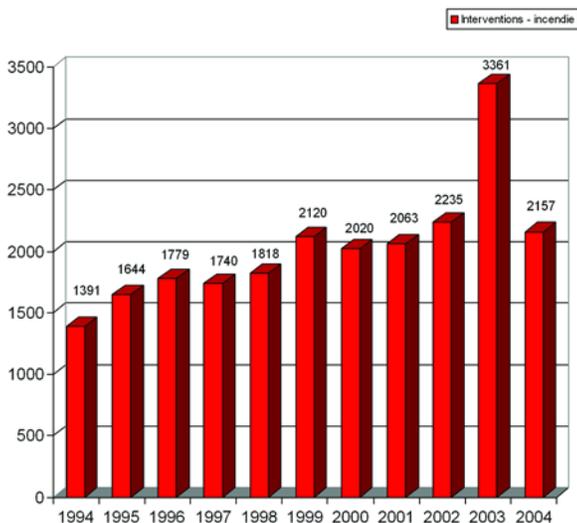
Interventions des corps de sapeurs-pompiers du Grand-Duché de Luxembourg entre 1994 et 2004



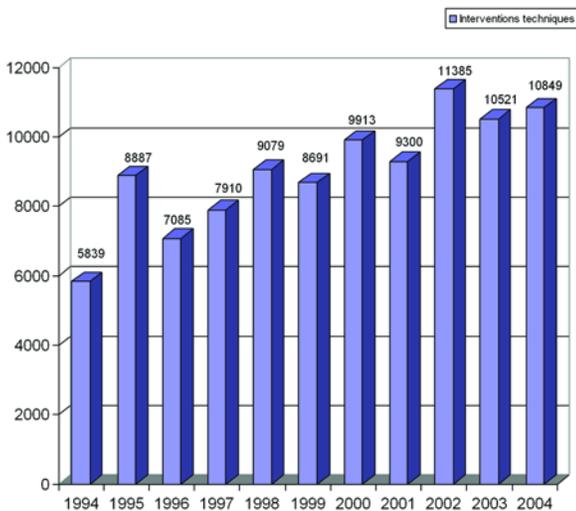
Interventions techniques et interventions - incendie de 1994 à 2004



Interventions - Incendie de 1994 à 2004



Interventions techniques de 1994 à 2004



ANNEE 2004

Kantonalverband Récapitulation

	Brand	Nachbarliche	Technische	Nachbarliche	Total
	Einsätze	Hilfeinsätze	Einsätze	Hilfeinsätze	Einsätze
Luxemburg - Stadt	584	106	1521	332	2543
Luxemburg - Land	99	13	699	11	822
Capellen	122	30	1053	15	1220
Esch	585	21	3278	53	3937
Mersch	157	98	924	343	1522
Clerf	81	58	316	16	471
Diekirch	140	19	974	40	1173
Vianden	18	3	100	1	122
Redingen	46	40	462	42	590
Wiltz	72	40	371	15	498
Echternach	68	18	314	0	400
Grevenmacher	120	25	473	20	638
Remich	65	8	364	20	457
TOTAUX	2157	479	10849	908	14393

STATISTIQUES 2004

Interventions des ambulances de la division de la Protection Civile de 1962 à 2004

Année	Interventions				Exercices, entretien et divers	Total des sorties	Total des kilomètres parcourus
	Accidents de circulation	Autres accidents	Maladie	Autres interventions			
1962 à 1979	8318	14964	55053	8121	4768	91224	2994438
1980	1105	2056	8868	811	478	13318	517163
1981	1083	2200	10169	873	518	14843	566961
1982	1063	2411	12511	834	667	17486	672553
1983	1101	2274	12962	870	662	17869	658060
1984	1166	2405	13134	867	555	18127	643900
1985	1119	2369	14553	917	512	19470	683074
1986	1181	2502	15568	922	520	20693	735771
1987	1005	2715	15576	1143	521	20960	757818
1988	1157	2717	15615	1111	510	21110	759263
1989	1186	2754	17080	1287	574	22881	864214
1990	1222	2913	15586	1272	499	21492	793561
1991	1311	3099	17442	1301	518	23671	879710
1992	1352	3141	18770	1400	496	25159	898491
1993	1230	3255	18519	1517	504	25025	879581
1994	1236	3298	18918	1574	547	25573	926573
1995	1277	3760	20610	1688	573	27908	1019894
1996	1249	4093	21058	1640	582	28622	975567
1997	1339	4100	18608	1664	575	26286	871571
1998	1390	4063	17467	1679	575	25174	837647
1999	1612	4572	18109	1724	508	26525	856249
2000	1586	4690	18303	1779	566	26924	860361
2001	1677	4612	18760	1876	484	27409	856198
2002	1566	4791	18911	2190	471	27929	883610
2003	1602	5191	19729	2227	526	29275	926119
2004	1570	5356	18901	2319	518	28664	906757
Total:	40703	100301	470780	43606	18227	673617	23225104

Sorties des ambulances de la division de la Protection Civile pendant l'année 2004

Centres de secours	Interventions										Autres sorties				Total des sorties	Total des kilomètres parcourus
	Accidents de circulation	Autres accidents	Maladie	Transports décommandés	Incendie	Manifestations sportives	Autres interventions	Total des interventions	Kilomètres parcourus	Exercices	Entretien et divers	Total des autres sorties	Kilomètres parcourus			
														Exercices		
BELVAUX	65	224	879	74	19	20	31	1312	23814	9	47	56	1975	1368	25789	
BETTEMBOURG	110	347	942	113	0	12	15	1539	48927	6	25	31	1110	1570	50037	
BIGONVILLE	39	39	159	8	2	6	1	254	16513	5	6	11	463	265	16976	
DIEKIRCH	61	225	746	37	1	14	20	1104	25065	0	7	7	367	1111	25432	
DIFFERDANGE	40	132	876	64	2	8	17	1139	19607	1	19	20	1816	1159	21423	
DUDELANGE	62	242	842	20	8	1	203	1378	34915	4	9	13	383	1391	35298	
ECHTERNACH	59	216	579	56	4	13	14	941	58174	15	20	35	1646	976	59677	
ESCH/ALZETTE	85	537	1967	212	14	13	51	2879	33832	1	27	28	1247	2907	35079	
ETTELBRUCK	99	391	1596	74	13	17	7	2197	36444	8	34	42	1525	2239	37904	
HOSINGEN	34	83	503	32	5	14	6	677	39569	4	26	30	1200	707	40769	
JUNGLINSTER	52	186	482	23	2	10	16	771	30477	8	17	25	715	796	31133	
KAYL	53	204	648	48	9	7	4	973	16375	4	4	8	648	981	17023	
LAROCHELETTE	64	144	370	26	2	14	11	631	27436	2	15	17	394	648	27830	
LINTGEN	93	319	1171	74	7	17	0	1681	60522	3	2	5	52	1686	60574	
MAMERT	112	208	848	29	3	25	33	1258	34555	4	8	12	541	1270	35096	
MERTERT	64	298	702	115	3	8	0	1190	70775	7	29	36	1741	1226	72516	
PETANGE	95	397	1608	104	12	15	28	2259	48516	7	13	20	798	2279	49214	
REDANGE	82	172	655	40	1	12	4	966	53754	10	27	37	1366	1003	55120	
REMICH	56	202	670	22	1	3	11	965	51226	4	7	11	671	976	51838	
SCHENGEN	26	139	374	20	0	8	4	571	33761	4	8	12	738	583	34499	
SCHIFFLANGE	59	248	732	105	7	29	7	1187	14467	3	14	17	640	1204	15107	
STEINFORT	56	178	545	48	6	4	0	837	40178	5	10	15	671	852	40730	
TROISVIERGES	34	62	275	16	6	12	0	405	28334	2	12	14	1389	419	31436	
WILTZ	70	163	732	38	2	19	8	1032	36411	4	4	12	16	1048	36925	
TOTAL:	1570	5356	18901	1398	129	301	491	28146	884147	120	398	518	22610	28664	906757	

Protection Civile

Répartition des sorties totales des ambulances de la division de la Protection Civile sur les différents mois des années 1999 - 2004

MOIS	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Janvier	2251	2481	2304	2369	2572	2547
Février	2290	2179	2034	2148	2150	2199
Mars	2230	2214	2376	2270	2506	2357
Avril	2148	2109	2174	2308	2418	2405
Mai	2247	2360	2460	2413	2414	2452
Juin	2311	2370	2340	2331	2686	2421
Juillet	2349	2340	2441	2523	2664	2582
Août	2127	2175	2080	2333	2467	2348
Septembre	2116	2151	2225	2222	2208	2264
Octobre	2208	2309	2308	2403	2432	2462
Novembre	2013	2079	2266	2146	2255	2255
Décembre	2235	2157	2401	2463	2503	2372
Total:	26525	26924	27409	27929	29275	28664

Répartition des sorties des ambulances de la Protection Civile sur les différents mois de l'année 2004

Mois	INTERVENTIONS				Exercices, entretien et divers	Total des sorties	Total des kilomètres parcourus
	Accidents de circulation	Autres accidents	Maladie	Autres interventions			
Janvier	140	415	1768	183	41	2547	84405
Février	83	353	1548	174	41	2199	68447
Mars	129	437	1575	178	38	2357	77548
Avril	96	409	1641	221	38	2405	73857
Mai	126	512	1585	201	28	2452	77019
Juin	170	492	1472	224	63	2421	74507
Juillet	172	536	1601	229	44	2582	79183
Août	178	429	1503	194	44	2348	77476
Septembre	142	449	1462	179	32	2264	71374
Octobre	110	514	1619	175	44	2462	76639
Novembre	116	374	1536	176	53	2255	72390
Décembre	108	436	1591	185	52	2372	73912
TOTAL	1570	5356	18901	2319	518	28664	906757

**Sorties des ambulances de la division de la
Protection Civile de 1962 à 2004
Répartition sur les différents centres de secours**

Centres de secours	Interventions				Exercices, entretien et divers	Total des sorties	Total des kilomètres parcourus	
	Accidents de circulation	Autres accidents	Maladie	Autres interventions				
BELVAUX	65	1874	4076	21230	2065	1267	30512	656351
BETTEMBOURG	62	2963	6384	21927	3160	1204	35638	1110961
BIGONVILLE	65	556	1236	4222	690	435	7139	572841
DIEKIRCH	63	1565	4111	15576	1634	685	23571	698577
DIFFERDANGE	81	896	3930	35129	1335	779	42069	1071275
DUDELANGE	67	1735	5347	26045	2529	817	36473	804438
ECHTERNACH	62	1682	4494	20277	2202	987	29642	1810337
ESCH/ALZETTE	69	3118	10001	57817	5009	1284	77229	1314903
ETTELBRUCK	63	2784	6291	42990	2864	1936	56865	1675420
HOSINGEN	72	855	1554	7448	758	430	11045	697605
JUNGLINSTER	96	417	911	2811	292	126	4557	188529
KAYL	63	1600	4371	21065	1636	764	29436	725690
LAROCLETTE	63	1369	2965	9378	1231	650	15593	744105
LINTGEN	62	3136	7315	27682	2323	300	40756	1391116
MAMER	63	2952	4633	17465	1850	743	27643	811258
MERTERT	62	1790	4975	16125	2077	806	25773	1570368
PEDANGE	64	2874	7897	35298	3767	1486	51322	1418686
REDANGE 63-68/	75	1195	2562	12689	1172	545	18163	1126369
REMICH	62	2083	5179	18188	1158	467	27075	1522244
SCHENGEN	77	239	915	2778	381	330	4643	282529
SCHIFFLANGE	74	1511	4265	18388	2113	571	26848	431108
STEINFORT	63	1385	2767	16190	1019	409	21770	785379
TROISVIERGES	62	803	1354	6017	716	376	9266	745866
WILTZ	65	1321	2768	17045	1625	830	23589	1129809
TOTAL:		40703	100301	473780	43606	18227	676617	23285764

Protection Civile

Relevé détaillé des divers cours donnés à l'ENPC pendant l'année 2004

Cours donnés		Nombre des participants
Définition	Nombre	
Sauvetage	17	476
Secourisme	27	507
N.B.C.	2	41
Plongée	6	128
C.N.A.	2	31
CANIN	2	21
U.S.P.	3	84
Circ. respiratoires	16	268
Divers	23	762
Total	112	2318

Relevé des cours de premiers secours et le nombre de participants de 1961 à 2004

Année	Nombre de cours	Nombre de participants
1961-1985	762	20 310
1986	25	633
1987	44	1 252
1988	44	978
1989	43	980
1990	44	961
1991	52	1 448
1992	51	1 468
1993	56	1 742
1994	54	1 711
1995	58	1 579
1996	86	1 815
1997	79	1 759
1998	89	2 046
1999	119	2 358
2000	96	2 078
2001	118	2 181
2002	95	1 788
2003	115	2 090
2004	119	2 424
TOTAL	2 149	51 601

Interventions des véhicules de sauvetage de la division de la Protection Civile de 1981 à 2004

Année	Accidents de circulation	Autres accidents	Pollutions	Intempéries	Incendie	Autres interventions	Exercices, entretien et divers	Total des sorties	Total des kilomètres
1981	463	30	113	82	127	207	595	1617	41945
1982	445	71	82	85	155	252	477	1567	39727
1983	483	56	89	139	130	477	502	1876	46233
1984	577	36	118	250	135	418	530	2064	47875
1985	694	46	148	54	179	460	476	2057	50107
1986	770	66	158	95	197	563	604	2453	57942
1987	732	92	189	103	244	479	615	2454	56306
1988	839	88	221	145	242	749	561	2845	55764
1989	855	83	214	59	226	476	527	2440	54344
1990	801	54	212	558	328	705	521	3179	69248
1991	878	79	254	60	324	595	533	2723	61602
1992	984	85	269	174	256	656	685	3109	77031
1993	1110	142	271	302	316	817	739	3697	81810
1994	1186	128	269	115	322	769	846	3635	82430
1995	1351	184	302	348	304	1050	1137	4676	89432
1996	1385	175	245	129	338	872	1026	4170	80248
1997	1553	245	268	341	367	1120	1472	5366	130294
1998	1607	139	315	305	357	1424	1655	5802	138739
1999	1829	173	361	483	380	1715	1465	6406	156756
2000	1819	186	523	328	332	1186	2322	6696	153215
2001	1821	189	501	209	349	1335	1846	6250	134497
2002	1703	208	488	280	372	1294	1724	6069	131984
2003	1706	189	419	289	456	1178	2019	6256	145261
2004	1662	207	407	197	410	1378	2155	6416	126352

Sorties des véhicules de sauvetage de la division de la Protection Civile pendant l'année 2004

Sorties des véhicules de sauvetage de la P.C pendant l'année 2004																
Centres de secours	Interventions										Autres sorties				Total des heures d'intervention des volontaires	
	Accidents de circulation	Autres accidents	Pollutions	Transports d'eau	Intempéries	Incendie	Autres interventions	Total des interventions	Kilomètres parcourus	Exercices	Entretien et divers	Total des autres sorties	Kilomètres parcourus	Total des sorties		Total des kilomètres parcourus
BELVAUX	54	5	12	0	6	9	68	154	2646	17	32	49	2090	203	4736	500
BETTEMBOURG	181	6	31	0	1	20	102	341	4899	52	15	67	1393	408	6292	1255
DIEKIRCH	58	4	13	0	6	9	37	127	1482	25	29	54	2677	181	4159	708
DIFFERDANGE	35	2	15	0	3	8	21	84	1442	25	20	45	1837	129	3279	204
DUDELANGE	57	33	21	0	1	19	293	424	4804	11	25	36	338	460	5142	703
ECHTERNACH	47	6	11	0	1	1	16	82	1120	13	42	55	2076	137	3196	402
ESCH/ALZETTE	76	12	26	0	5	61	109	289	1956	42	240	282	3061	571	5017	2166
ETTELBRUCK	83	13	17	0	1	16	16	146	1376	44	256	300	6569	446	7945	1618
HOSINGEN	67	4	15	0	10	6	10	112	2217	6	48	54	2601	166	4818	355
JUNGLINSTER	39	6	12	0	8	13	11	89	1110	27	30	57	2030	146	3140	370
KAYL	64	44	51	0	58	77	284	578	3264	36	141	177	1489	755	4753	2939
LAROCLETTE	79	3	13	0	27	6	6	134	1671	26	57	83	1658	217	3329	419
LINTGEN	134	17	8	0	7	43	32	241	1734	122	120	242	18418	483	25759	932
MAMER	154	2	20	0	12	8	45	241	3100	7	69	76	2086	317	5186	596
MERTERT	75	2	30	0	0	40	9	156	2047	35	87	122	4390	278	6437	504
PETANGE	100	12	36	0	12	28	183	371	3122	6	0	6	0	377	3122	2956
REDANGE	109	3	12	0	5	9	12	150	3021	53	94	147	4783	297	7804	464
REMICH	70	13	15	0	3	1	21	123	2776	22	17	39	1514	162	4290	587
SCHIFFLANGE	38	1	8	0	1	11	22	81	742	7	53	60	3214	141	3956	171
STEINFORT	55	6	27	0	13	9	28	138	2070	38	78	116	3714	254	5784	458
TROISVIERGES	41	10	6	0	4	1	6	68	1284	20	16	36	1941	104	3225	269
WILTZ	46	3	8	0	13	15	47	132	2232	26	26	52	2751	184	4983	535
TOTAL:	1862	207	407	0	197	410	1378	4261	55722	660	1495	2155	70630	6416	126352	19111

Interventions contre la pollution du milieu naturel par hydrocarbures de 1973 à 2004

Année	Nombre d'interventions	Nombre de volontaires engagés	Nombre d'heures prestées	Nombre de kilomètres parcourus
1973-1979	189	647	2171	15995
1980	45	242	719	6154
1981	30	128	328	2687
1982	15	80	217	1760
1983	24	79	233	1916
1984	29	94	315	2586
1985	21	93	312	2300
1986	25	87	257	1625
1987	24	103	290	1819
1988	29	96	229	1915
1989	21	70	192	1324
1990	29	86	291	2059
1991	31	123	481	2652
1992	35	81	193	2751
1993	28	72	167	975
1994	17	70	422	1736
1995	21	46	135	806
1996	22	80	190	1530
1997	8	18	35	138
1998	7	47	86	249
1999	16	40	66	618
2000	16	44	70	612
2001	13	36	58	589
2002	17	55	110	2312
2003	15	62	90	730
2004	23	76	106	1120
	750	2655	7763	58958

Transport d'eau potable effectués par la division de la Protection Civile au profit de la population

Année	Heures de travail	Quantité d'eau (litres)	
1966-1975	2387	4842700	En dehors de ces transports d'eau effectués par des volontaires de la Protection Civile, des remorques-citernes de 12.000 litres ont été temporairement mises à disposition d'administrations communales en vue de l'approvisionnement en eau de la population et d'entreprises industrielles pour éviter des interruptions de production et d'exploitation
1976	442	752000	
1977	17	82000	
1978	56	129000	
1979	42	81000	
1980	67	118000	
1981	124	412000	
1982	173	884000	
1983	120	325000	
1984	197	645000	
1985	235	942000	
1986	106	247500	
1987	98	182000	
1988	111	288000	
1989	78	216000	
1990	288	751000	
1991	139	300000	
1992	171	582000	
1993	185	538000	
1994	116	256000	
1995	16	55000	
1996	45	96000	
1997	55	250000	
1998	16	356000	
1999	25	175000	
2000	118	1200000	
2001	26	225000	
2002	24	156000	
2003	36	295000	
2004	42	210000	
TOTAL:	5555	15591200	

Protection Civile

Interventions du groupe d'hommes - grenouilles de la division de la Protection Civile de 1970 à 2004

Années	Sauvetage de personnes ou recherches de noyés	Recherche et sauvetage de biens	Total des interventions	Nombre de plongeurs engagés
	Nombre d'interventions			
1970-1985	94	125	219	658
1986	5	6	11	38
1987	3	5	8	31
1988	4	8	12	32
1989	3	5	8	18
1990	8	15	23	105
1991	2	30	32	128
1992	5	16	21	85
1993	28	12	40	213
1994	5	10	15	48
1995	16	36	52	250
1996	11	6	17	82
1997	10	13	23	84
1998	10	11	21	80
1999	16	11	27	104
2000	8	4	12	33
2001	21	3	24	159
2002	9	10	19	80
2003	9	18	27	182
2004	9	12	21	80
Total:	276	356	632	2 490

Relevé des interventions du groupe d'hommes - grenouilles de la division de la Protection Civile pour l'année 2004

Nature de l'intervention	Nombre des interventions	Nombre de plongeurs engagés	Nombre d'heures prestées
Accident de circulation	3	12	27
Sauvetage de personnes	4	12	8
Recherche de personnes	5	25	70
Recherche de biens	2	4	13
Reconnaissance sous-marine	3	11	41
Interventions diverses	4	16	54
Total:	21	80	213
Heures de permanence prestées près du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre pendant la période du 15 mai au 15 septembre 2003			1170
Heures de permanence prestées à l'occasion de l'exercice d'autres activités 2004			4517
			5900

MERCI FIR DE MERCI



Luxembourg, le 17 janvier 2005

Administration des Services de
Secours
M. Michel Feider
Directeur
1, rue Robert Stümper
L-2857 Luxembourg

Monsieur le Directeur,

Le 3 décembre 2004 le Lycée Michel-Rodange a participé à l'édition 2004 du « Téléthon ». Ainsi notre lycée a organisé une course-relais pour rallier le centre de promesses à Esch/Alzette. Cette activité a pu être organisée grâce à votre soutien logistique.

Voilà pourquoi nous aimerions vous remercier de votre aide précieuse apportée à cette noble cause qui vise à récolter des fonds pour la recherche sur les maladies génétiques.

En vous remerciant de votre collaboration, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Gilbert Pesch
Directeur du
Lycée Michel-Rodange

40 JOER PROTECTION CIVILE WOOLTZ

1 Dag mat de lëtzebuenger Rettungsdingeschter 18. September 2005 zu Wooltz

D'Protection Civile vu Wooltz an d'Pomjeeën aus dem Kanton Wooltz invitéiren jiddereen ganz häerzlech op hiren „**Dag mat de lëtzebuenger Rettungsdingeschter**“, sonndes, den 18. September 2005 vun 10 bis 18 Auer zu Wooltz.



All lëtzebuenger Rettungsorganisatioune stellt hiirt Material an der Wëlzter Uewerstad aus.

14.30 Cortège mat de Pomjeeën aus dem Kanton Wooltz.

16.30 grouse Cortège mat alle Gefierer déi deen Dag zu Wooltz ausgestallt sin.

Et maache mat: All spezialiséiert Unitéiten vun der Protection Civile, d'BNS Lëntgen, verschidden PC Zentren, d'Pomjeeën aus dem Kanton Wooltz a vill aaner Corpsen aus dem Land an dem Ausland mat neien, interessante Gefierer, d'Police Grand-ducale, d'Arméi, d' Croix de Malte, privat Ambulanzen, historesch Gefierer.

Info-Stänn

Kommt a léiert de ganze lëtzebuenger Rettungsdingescht kennen.

De ganzen Dag:

Fliiigerkarusell, Animatioun, Musik, lessen, Gedrénks, Fëschspill, Ballon asw.

Protection Civile



„FATIMA“

Protection Civile Wiltz betreut 20.000 portugiesische Pilger

Seit über 30 Jahren pilgern die portugiesischen Mitbürger an Christihimmelfahrt nach Wiltz. Höhepunkt des gleichzeitigen, südländischen Volksfestes, ist die 3 km lange, steigende Prozession auf die Anhöhe „Op Baessend“ zwischen Wiltz und Noertringen mit anschließendem Gottesdienst vor dem dortigen Fatima-Heiligtum.

In den letzten Jahren hat sich die Teilnehmerzahl stets vergrößert, sodass man momentan von einer Teilnehmerzahl von mindestens 20.000 ausgehen kann. Zählen kann man sie nicht, jedoch die Vorstellung einer während 25 Minuten vorbeiziehenden Menschenschlange von etwa 4-5 m Breite, lässt die Menschenmenge erahnen.

Seit mehreren Jahren sieht das Einsatzzentrum ein angepasstes Einsatzdispositif vor, welches einer solchen Massenmanifestation gerecht wird.

So waren am diesjährigen 5. Mai drei Rettungswagen mit je drei Ambulanzhelfern einsatzbereit. In gut sichtbarer, jedoch in sicherer Entfernung (200m) vom eigentlichen Zentralplatz, wurde das Wiltzer PMA-Zelt aufgebaut. Hier waren weitere 6 Ambulanzhelfer aktiv. Die Einsatzstrategie besteht, gemäß „Plan nombreuses victimes“, darin die Patienten in einer ersten Phase von je vier Helfern zum PMA zu bringen, hier zu versorgen, gegebenenfalls durch die SAMU-Mannschaft, und anschließend in ein geeignetes Krankenhaus zu überführen.

Die Bilanz des diesjährigen Pilgertages aus Sicht des Zivilschutzes ist vergleichbar mit den vergangenen Jahren: mehrere Personen konnten vor Ort ambulant behandelt werden. Vier Patienten wurden in Krankenhäuser überführt. Der SAMU Notarzt musste bei zwei Patienten intervenieren.

Sehr positiv erweist sich das angeschaffte PMA Logistikmaterial der Wiltzer Protection Civile bei dieser Manifestation.

Centre de secours Wiltz

Protection Civile



ERËNNERUNGEN UN EE MANN AM DÉNGSCHT VUN SENGEN MATMËNSCHEN.



Den Här Wagner Pol,

ass zu Dikrich den 12. Juli 1947 gebuer.

Een Dikricher mat all denen Égenschaften déi een brauch fir duerch t'Liewen ze kommen.

1. Januar 1968, ass de Pol an d' Pompjeeën komm, een Kadett vun der Sprëtzt bis 1972 dun Ennerkommandant,

den 1. März 1972, ass hien dun bei Protection Civile komm, Ambulancier an Sauveteur bis 1984, dun ass den Pol Zenterchef-adjoint gin an fënnef Joer méi spéit Zenterchef, an dat bis Haut.

All déi Joren huet hien fir seng Matmënschen esou wéi fir seng Membren gesuergt.

Durch säi Wëssen a praktesch Erfahrung huet de Pol et färdeg bruecht Protection Civile an Pompjeeën un een Dësch zebréngen. An esou, eng Zesummenarbecht vun denen zwou Organisatioune, haut den Asazenter Dikrich, wouer gemaach.

Net nëmmen Chef, mee och ee Mensch, ee Kommerod an alle Situatioune wou mir hien gebraucht hun, wor de Pol fir ons do.

Ganz oft ass hien als sturen lesel bezeehend gin, mee vill Leit hun de Pol net verstannen, dat hien no engem gewësse Prinzip gelieft an u verschidde Werter gegleeft huet, an wann een dat versicht huet, op egal wat fir eng Manéier ze zerstéieren, ass de Pol op d'Barrikaden gangen.

Vill Freed an Leed huet de Pol erlerft, an dat ass net gangen ouni Spueren zehannerloossen.

Léif Matbierger, bis well 70 Joer am Déngscht, ee Virbild fir Dikrich an och fir d'Land.

Jidderen soll wëssen dat esou ee Mann zu Dikrich gelieft huet, an net all Daag gebuer get.

Pol mir sin houfreg op dech.

den Asazzenter Dikrich

ERËNNERUNGEN UN DEN ARMAND NICOLAS



Schons iwwert ee Jar ass vergangen dat d'Noricht vun dengem iwerraschenden Dud deng Frenn a Kollegen aus dem Zenter Dikrich paralisiert hot, all stoungen se ënner Schock. Ee Stéck Dikrich hot eis fir ëmmer verlooss, stad- a landbekannt als Nicolas'en Arm oder de Feierarmy an och de Muli. Net ëmmer e bequeme Mattbierger wann et ëm d'Wuel vu senge Pompjeeë gung. Dann ass och emol mat der Fauscht op den Desch geklappt, an d'Stëmm mi haart ginn.

Mir schreiwen d'Jar 1961 wéi d'Pompjeeën aus der Sauerstad Dikrich eng nei Aera agelaut hun. Genee op den 11ten November hot den Dikricher Korps dech a seng Reien opgeholl, ënnert der Korpsnummer 216 bei der Fédération ugemellt.

D'Begeesterung fir d'Feierläschwesen kruuts du schons mat an d'Wéi geluegt. Och dāi Papp, dāi Brudder an 2 Monnien waren zu desem Zäitpunkt aktiv Membere vum Corps Dikrich. Beharrlich an mat rasantem Tempo hos du de Wee no uewen gemach, well dir vun Ufanks un Verschiddenes uewe geleeën hot, a fir dat z'änneren därf een net an der hönnichter Rei stoen. Bannen 8 Jar hos du et färdig bruecht, dech vum Sekretär iwwer de Sektionschef zum Ennerkommandant ropzeschaffen. D'Kréinung vum Ganzen war awer d' Wiel zum Kommandant, am Jar 1969, zu deem Zäitpunkt dee jingsten Kommandant am Land. Deng Verbassenheet an dāin Talent fir net lasszeloossen hun Villes bewirkt an et méiglich gemaach dat eis Gemengeresponsabel sech bereet erklärt hun, hir Pompjeeën mat modernstem Asazmatèrial z'équipiren.

Nei Reimlichkeeten fir Pompjéën a Protection Civile; Uschafung vun enger Dri-leeder DL30; dem Tankwon TLF 4000; dem Bronto Skylift; deelweis Ëmstellung vum Fouerpark op Wiessellueder; der Spezialwäschmaschinn fir Asazgezei asw.

Protection Civile

Doniewt wars de och nach Zenterchef vum Asazzenter Dikrich vun der Protection Civile, an domatt och Chef iwwer den Ambulanz- an Sauvetagedéngst. Als Instrukter vum Sauvetage wars du méi am Rest vum Land kënnig wi doheem.

Als sozial dinkende Mënsch has du dech op verschidden Themen ageschoss. Deng Gewerkschaft war fir dech e rudd Duch. Bekannt war däin Asaz fir optimal Versecherungen fir d' Pompjeën am Asaz

Ee grusse Stellevort fir dech hat d' Geselligkeet. Keng Stonn war dir ze spitt oder ze fréi fir a geselliger Ronn ze sëtzen an ze versichen eis der e puer ze bönneren.

Armand, däin Dud hat eis firun eng Rei Problemer gestallt, déi mir awer zum grissten Deel geléist kruten, duerch deng wertvoll Viraarbecht ënner dengem Moto, * Et muss och goen wann ech net do sen. *

Dech ersetzen ass net méiglich, mir kënnen dech nëmmen a gudder Erënnerung halen.

Salut Armand

den Asazzenter Dikrich

RICHTLINIEN ZUR EINSATZLEITUNG IM EINSATZZENTER JUNGLINSTER

Im Laufe des Jahres 2004 führte das Einsatzzentrum Junglinster Richtlinien zur Einsatzleitung ein. Diese Richtlinien basieren auf dem Einsatz-Führungssystem, welches von den Autoren Graeger, Cimolino u.a. im Fachbuch „Einsatz- und Abschnittsleitung“ im Detail beschrieben wird.

Die Richtlinien gehen von der Tatsache aus, daß bei jedem Einsatz zwangsläufig eine Einsatzkraft die Verantwortung trägt. In der Regel handelt es sich hierbei um eine Führungskraft. Dies muss aber nicht zwingend der Fall sein, so zum Beispiel bei Einsätzen tagsüber, wo zumindest in der Anfangsphase nicht immer eine Führungskraft zur Verfügung steht. Da die Weichen für einen erfolgreichen Einsatz aber in den ersten Minuten gestellt werden, ist es notwendig, daß ab Einsatzbeginn eine Einsatzleitung besteht. Diese Einsatzleitung muss sich dynamisch mit den Geschehnissen und dem Einsatzverlauf weiterentwickeln können. Die eingeführten Richtlinien zeigen eine Organisationsstruktur auf, welche bei jedem Einsatz von Beginn an zum Tragen kommt. Die Orientierung an diese Vorgaben soll den Einsatzkräften die Arbeit erleichtern, da Einsatzstellenorganisation, Handlungsabläufe und Kompetenzen standardisiert und klar definiert sind.

Führung- skräfteken- zeichnung



Ein zentraler Punkt der Richtlinien – und auch der sichtbarste – ist die Kennzeichnung der Einsatz- und Abschnittsleitung mittels Funktionswesten. Es stehen eine gelbe Funktionsweste für den Einsatzleiter, sowie zwei rote Westen für die Abschnittsleiter zur Verfügung. Die Entscheidung, bei der Funktionskennzeichnung auf Westen zurückzugreifen, basiert auf folgenden Erkenntnissen:

- * Das Tragen der Weste behindert den Gekennzeichneten unwesentlich bei seiner Arbeit. Der Zugriff auf notwendige, am Mann zu tragende, Ausrüstungsgegenstände ist weitgehend möglich, respektiv können Ausrüstungsgegenstände an der Weste selbst sicher befestigt werden.
- * Der Benutzer kann die Weste schnell und ohne fremde Hilfe und mit nur wenigen Handgriffen (also ohne eine Vielzahl von Verschlüssen) anbringen.
- * Die Westen tragen dem Zustand Rechnung, dass sie von mehreren Personen, die sich im Körperbau teilweise extrem unterscheiden, benutzt werden können. Außerdem sind sie unabhängig von den jeweiligen Wetter/ Temperaturbedingungen bzw. des Aufenthaltsortes einsetzbar. (Sommer/ Winter; im Freien/ im Fahrzeug etc.)
- * Das System ist so gestaltet, daß es bei Personalwechsel bzw. der Weitergabe/ Wegfall einer Funktion problemlos übergeben oder entfernt werden kann, ohne die weitere Einsetzbarkeit der Person zu gefährden.
- * Die Westen erfüllen sicherheitsrelevante Vorschriften wie z.B. EN 471 (Warnkleidung).
- * Die Farbgebung der Funktionswesten ermöglicht es, sich schnell auch aus größeren Entfernungen zur Funktion einer Person grob zu orientieren (siehe Bild 1). Die Feinorientierung (Einsatz- oder Abschnittsleitung) erfolgt aus der Nähe durch die beidseitige Beschriftung.

Die Kennzeichnung durch Funktionswesten ermöglicht es, der Entwicklung des Einsatzes flexibel und unabhängig von Dienstgraden Rechnung zu tragen. Dies war bei der bisher bei der Feuerwehr Junglister benutzten Helm Kennzeichnung nicht möglich. Die Kennzeichnung des „Chef de Corps“ und der „Chef de Corps adjoint“ mit silbernen Reflexstreifen, sowie der „Chef de Section“ mit gelben Reflexstreifen wurde zwar beibehalten, allerdings sagt sie nichts darüber aus, wer bei einem Einsatz die Einsatzleitung hat. Mit dieser Kennzeich-

nung ist z.B. bei einem Einsatz, bei dem sowohl der „Chef de Corps“ als auch die beiden „Chef de Corps adjoint“ anwesend sind, für einen Außenstehenden nicht erkennbar, wer den Einsatz tatsächlich leitet. Diese Methode der Führungskräftekennzeichnung wurde aus Frankreich übernommen, wo Offiziere mit silbernen, Unteroffiziere mit gelben und die Mannschaft mit roten Reflexstreifen gekennzeichnet sind. Die beiden nachfolgenden Einsatzfotos zeigen die herkömmliche Kennzeichnung an Einsatzjacke und Helm, sowie das neuere System der farbigen Helmkennzeichnung, wie es z.B. im „Département des Yvelines“ angewandt wird. Bei beiden Fotos stellt sich für den Betrachter die Frage: „Wer leitet diesen Einsatz?“



Ebenso Nichtssagend ist die im folgenden Bild benutzte Methode der Kennzeichnung der Verwaltungsfunktionen mittels Rückenschilder:



Einsatzleitung

Die Richtlinien definieren die Einsatzleitung wie folgt: Die Einsatzleitung besteht aus dem Einsatzleiter, unterstützt von einer rückwärtigen Führungseinrichtung (z.B. „Poste Fixe“ oder „112“), sowie gegebenenfalls dem Führungshilfspersonal. Die Einsatzleitung benötigt zur Bewältigung ihrer Aufgaben Führungsmittel.

Die Einsatzleitung kann folgenden Personen obliegen:

1. Dem „Chef de Corps“ oder „Chef de Centre“,
2. Den „Chefs de Corps adjoint“ oder „Chefs de Centre adjoint“,
3. Den „Chefs de Section“,
4. Dem „Chef d'équipe“,
5. Dem höchstqualifiziertesten Feuerwehrmitglied.

Gegebenenfalls kann die Einsatzleitung vom Kantonalinspektor oder von den im „Plan Nombres Victimes“ vorgesehenen Personen übernommen werden.

Bei Alarmierung der „Permanence“ ist in der Regel der „Chef d'équipe“ Einsatzleiter.

Falls bei Generalalarm beim Ausrücken des ersten Einsatzfahrzeugs noch keine Führungskraft im Einsatzzentrum anwesend ist, liegt die Einsatzleitung beim höchstqualifiziertesten Feuerwehrmitglied des ersten Fahrzeugs.

Aufgaben des Einsatzleiters

Der Einsatzleiter hat die Gesamtverantwortung für die Einsatzdurchführung. Ihm obliegt die Leitung der unterstellten Einsatzkräfte. Er ist für die Sicherheit aller sich an der Einsatzstelle befindlichen Personen verantwortlich. Er erkundet die Einsatzstelle und gibt die taktische Vorgehensweise vor. Er formuliert die Einsatzstrategie und entwickelt die Einsatzstellenorganisation entsprechend seinen Planungen. Der Einsatzleiter weist den eintreffenden Einheiten ihre Aufgabe zu.

Er bestimmt die Positionierung der Einsatzleitung. Er verbleibt i.d.R. am Platz der Einsatzleitung und leitet den Einsatz von dort aus. Der Standort der Einsatzleitung ist so zu wählen, dass die Sicht auf die Einsatzstelle gewährleistet



ist, ohne sich allerdings im akuten oder möglichen Gefahrenbereich zu befinden.

Der Einsatzleiter ist alleiniger Ansprechpartner für Drittpersonen (Betroffene, Polizei, Presse, etc.) und für die Notrufzentrale („112“).

Nach Einsatzende übergibt der Einsatzleiter die Einsatzstelle an die zuständige Stelle (Betroffene, Polizei, Behörde, etc.). Er vergewissert sich, daß alle Gefahren dauerhaft beseitigt sind. Er ist dafür verantwortlich die Einsatzbereitschaft von Gerät und Mannschaft nach dem Einsatz wieder herzustellen und den Einsatzbericht zu erstellen.

Der Einsatzleiter wird durch die gelbe „Einsatzleiter“-Weste gekennzeichnet. Bei Inkrafttreten des „Plan Nombreuses Victimes“ ist die Weste unbedingt abzulegen. Es gilt dann die im Plan vorgesehene Führungskräftekennzeichnung. Bei Einsätzen nachbarlicher Hilfe ist die Weste i.d.R. nicht zu tragen, da in dem Fall die Gesamteinsatzleitung nicht beim C.I. Junglinster liegt.

Übergabe der Einsatzleitung

Der erste Einsatzleiter behält das Kommando, bis eine höher qualifizierte Führungskraft an der Einsatzstelle eintrifft und die Einsatzleitung übernimmt. Wenn die Funktion des Einsatzleiters während der Kommandoübergabe von einer Person auf eine andere übergeht, wechselt auch die Verantwortung für die Einsatzstelle und alle Führungsaufgaben. Der Einsatzleiter ist immer für alle Führungsaufgaben verantwortlich! Die Ankunft einer höherrangigen Führungskraft an der Einsatzstelle bedeutet nicht zwingend, daß das Kommando auf diese zu übertragen ist. Jede höherrangige Führungskraft entscheidet, ob sie die Einsatzleitung übernimmt, dies unterlässt, oder unter dem aktiven Einsatzleiter eine Sonderfunktion wahrnimmt (z.B. Information der Politik oder der Presse)!

Der Einsatzleiter, der abgelöst wird, weist den zukünftigen Einsatzleiter in die Lage ein:

- * Lagebeschreibung („Was habe ich angetroffen?“)
- * Abschnitte, deren Aufgaben und zugewiesene Einheiten („Was habe ich bisher getan?“)
- * Taktische Notwendigkeiten („Was brauchen wir noch?“)

Die Einweisung endet immer mit der Bestätigung der Kommandoübergabe.

Zur Übergabe der Einsatzleitung gehört auch die Übergabe der Führungskräftekennzeichnung (gelbe „Einsatzleiter“-Weste).

Abschnittsbildung

Der Einsatzabschnitt ist der vom Einsatzleiter nach taktischen Erfordernissen festgelegte Teil einer Einsatzstelle. Er kann örtlich (geographisch) begrenzt sein oder durch die Art der Einsatz Tätigkeit (z.B.: Löschwasserförderung, Brandbekämpfung, Be- und Entlüftung, etc.). Wenn eine Einheit einem Abschnitt zugewiesen wird, muß dieser Einheit (bzw. deren Chef) mitgeteilt werden, in welchem Abschnitt, mit welchem Abschnittsleiter und mit welchem Funkkanal sie tätig wird. Es ist sinnvoll, daß sich Einsatz- und Abschnittsleiter im Laufe eines Einsatzes zu einer Lagebesprechung treffen, um weitere Maßnahmen direkt abzusprechen (siehe Bild 6). Bei größeren, länger dauernden Einsätzen kann man sich gegebenenfalls in vorher vereinbarten, regelmäßigen Intervallen treffen.

Abschnitte werden basierend auf folgenden Faktoren gebildet:

- Die Anzahl der Einheiten überfordert eine Führungskraft;
- Isolierte taktische Positionen (z.B. Einsatz auf einer vom Einsatzleiter nicht einsehbaren Gebäudeseite, Wasserförderung über lange Wegestrecken);
- Gefährliche Bedingungen (Einsätze mit ungewöhnlichen oder gefährlichen Bedingungen benötigen eine enge Aufsicht und Kontrolle der arbeitenden Einheiten).

Jeder Abschnitt muss von einem Abschnittsleiter geführt werden. Abschnittsleiter sind für die folgenden Aufgaben verantwortlich:

- Direkte Aufsicht über die laufenden Arbeiten im Abschnitt;
- Sicherheit der im Abschnitt eingesetzten Einsatzkräfte;
- Die Arbeiten im Abschnitt nötigenfalls zu korrigieren, um die gestellten Aufgaben bzw. Ziele zu erreichen;
- Bei Bedarf zusätzliche Einheiten anzufordern;
- Den Einsatzleiter über die laufenden Maßnahmen, sich verändernde Bedingungen, den Fortschritt und Rückschläge unverzüglich zu informieren;
- Einheiten, welche nicht mehr benötigt werden, der Einsatzleitung wieder zur Verfügung zu stellen.



Die Abschnittsleiter werden durch die rote „Abschnittsleiter“-Weste gekennzeichnet. Die „Abschnittsleiter“-Westen werden vom Einsatzleiter mitgeführt und an die Abschnittsleiter ausgeteilt. Das eigenmächtige Anlegen einer Weste hat in jedem Fall zu unterbleiben. Bei Inkrafttreten des „Plan Nombres Victimes“ ist die Weste unbedingt abzulegen. Es gilt dann die im Plan vorgesehene Führungskräftekennzeichnung.

Beim Eintreffen höherrangiger Führungskräfte kann die Abschnittsleitung an diese übergeben werden. Es gelten die gleichen Richtlinien wie für die Übergabe der Einsatzleitung.

Erste Erfahrungswerte

Seit der Einführung der Richtlinien konnten bei einer Reihe von Einsätzen bereits erste Erkenntnisse gewonnen werden. Als vorteilhaft ist zu bewerten, dass der Einsatzleiter für alle am Einsatz beteiligte Personen deutlich sichtbar gekennzeichnet ist. So erkennen z.B. nachrückende Einsatzkräfte auf Anhieb, an wen sie sich zu wenden haben. Das gleiche gilt auch für Betroffene, Polizeibeamte, Mitglieder anderer Hilfsorganisationen und Mitarbeiter der Presseor-

gane. Als verbesserungswürdig kann die Akzeptanz des Systems bezeichnet werden. Zur Zeit ist zu beobachten, dass es noch Resistenzen gibt, was das Tragen der Funktionswesten betrifft. Dies ist überaus verständlich, da das System noch neu und gewöhnungsbedürftig ist. Dieser Zurückhaltung kann jedoch mit konsequenter Anwendung und Ausbildung entgegengetreten werden. So gilt es z.B., die Richtlinien und den Führungsvorgang gerade auch bei kleineren Einsätzen anzuwenden, die auch ohne „System“ geleitet werden könnten. Damit wird bei den Einsatzkräften eine höhere Anwendungssicherheit erreicht und kleine Fehler und Unstimmigkeiten lassen sich leichter korrigieren. Nur dann ist man in der Lage, auch bei zeitkritischen Einsätzen nicht irgend etwas schnell, sondern möglichst schnell das Richtige zu tun!

Paul Schroeder

Quellenangabe:

Graeger (Hrsg.), Einsatz- und Abschnittsleitung, Das Einsatz-Führungs-System, Ecomed Verlagsgesellschaft, Reihe Einsatzpraxis, 2003.

Bild 2: <http://www.lesapeurpompier.fr>: Tempête sur le département des Yvelines

Bild 3: <http://www.pompiers.argenteuil.org>: Feu d'appartement (Avril 2002)

Bild 4: UB Feuerwehr, Dezember 2004, Seite 18

Bilder 1, 5, 6: Centre d'Intervention Junglinster

LA PROTECTION CIVILE AU ROYAUME - UNI

Introduction

Le Royaume-Uni est rarement frappé par des catastrophes naturelles dont l'ampleur requiert l'intervention des autorités centrales. Il n'existe donc aucune organisation nationale responsable des plans de sauvetage. Ce sont depuis longtemps les autorités locales qui assument la responsabilité des plans d'urgence pour faire face aux catastrophes. L'aspect légal est peu important et ne concerne que l'utilisation des services de Protection Civile en cas de catastrophes en temps de paix et d'accidents industriels.

Organismes d'intervention

En cas de catastrophe, la réaction immédiate dépend des plans d'urgence établis par les services d'urgence (police, incendie, ambulance), les autorités locales, les services de santé, les responsables des installations industrielles et d'autres personnes, y compris les bénévoles. La préparation de ces plans, basés sur les directives et les instructions fournies par les autorités ou d'autres services, est souvent coordonnée par les autorités locales. Toutefois, les interventions sont coordonnées par la police.

Si une catastrophe atteint une ampleur à laquelle les moyens de secours disponibles sur le terrain ne peuvent faire face, l'intervention de moyens supplémentaires peut être demandée auprès des autorités et des organismes de la région ainsi qu'auprès des autorités centrales.

Il convient de signaler que seule une catastrophe d'une ampleur exceptionnel le justifie une coordination à l'échelon des autorités nationales.

Une aide supplémentaire peut également être demandée, au besoin, aux pays voisins, aux états membres de la UE ou à l'OTAN.

Formation

La formation des personnels des services d'urgence, des autorités locales, des représentants de l'industrie et des associations bénévoles, est assurée, en particulier grâce à des exercices de protection civile, par le collège de planification des situations d'urgence (Emergency Planning College).

Le rôle du gouvernement central

L'évolution d'une catastrophe majeure ou prolongée est suivie par un service ministériel réduit, afin que des ressources supplémentaires puissent être rapidement dépêchées en cas de besoin et que les ministres puissent informer le parlement des progrès accomplis dans la lutte contre les effets de la catastrophe. En pareil cas, le service ministériel doit veiller à ce que les mesures d'intervention du gouvernement soient coordonnées avec les mesures de lutte contre la catastrophe, notamment pour informer la population de l'action et des recommandations des autorités centrales. Des dispositions en vue d'une coordination entre ministères au niveau des services ou à l'échelon ministériel permettent d'aborder les problèmes qui ne peuvent être résolus dans le cadre des compétences d'un seul département ministériel. Des dispositions précises permettent aux autorités de faire appel à l'armée.

Intervention locale

A l'échelon, l'intervention consiste à préciser les tâches prioritaires de chaque service de secours ainsi qu'à établir un centre local de premiers soins. Les autorités locales établissent un plan général appuyé par des plans particuliers à chaque organisme de secours.

UNSER VIELSEITIGER FUHRPARK

Support médical

Daten zum Fahrzeug

Hersteller:	Mercedes Benz
Werkstyp:	615D KA 4x2
Radstand:	4250 mm
Laderaum:	4930/1900/1930 mm (L/B/H innen)
Gesamtgewicht:	6200kg
Motorleistung:	100kw (136PS)
Kraftstoff:	Diesel
Aufbau:	Firma Binz



Beladung:

1. Notfall Medizinische Versorgung

200 Ringer 500ml Plasco

200 NaCL 0,9% 500 ml Plasco

100 Voluven 500 ml

100 Spritzen 2; 5; 10; 20ml

100 Kanülen, Venenverweilkanülen, Butterfly

Set bestehend aus diversen Notfallmedikamenten

3x Propaq 106 EL

3 Doppelperfusoren Typ Fresenius Programm 2

1 Absaugpumpe Typ Leardal LPSU

1 Defibrillator Zoll m-series

6 Sauerstoffflaschen 11 Liter komplett mit Manometer

3 Beatmungsgerät Oxylog 2000

10 Notfallrucksack

2. Verbandmateriel

10 Verbrennungsset Burn Free

50 Schnellverbandpäckchen klein, mittel, gross

30 Druckverbandpäckchen

200 Mullkompressen steril 5x5, 7.5x7.5; 10x10 cm

200 Mullbinde klein, mittel, gross

200 Hansaplast

100 Klebestreifen 2.5cmx9m



Protection Civile

3. Immobilisationsmaterial

3 Set Stifneck bestehend aus 20 Baby No Neck, Pediatric, Select

10 Vakumschienen Arm, Bein

100 Dreiecktuch



ANNONCE

De Grupp vun den Taucher sicht eng **Handvoll Mattaarbechter** fir si bei speziellen Aufgaben ze ënnerstëtzen. Verlaangt sin apaart Viiraussetzungen, wéi **d'Erfahrung an der Modellfliegerei** (am beschten Helikopter), englèsch a Videotechnik Kenntnisser, an averstane sin, fir no enger Formatioun ,24h op 24 matzemaachen a geruff ze gin.

D'Intressenten mellen sech w.e.g. beim Chef vum Taucher-Groupe um Nummer 091.148.490.



Firwat dës Ufro?

Hei eise ROV Roboter, (SeaBotix) dee mir am Grupp gebrauchen an den ze fueren as wéi en Helikopter oder Fliiger un der Léngt (150 M).

Helicopter or Plane?

When conducting an inspection the operator needs the most manoeuvrable ROV. Imagine the difference between hovering like a helicopter and being required to do flybys like an airplane. This is the difference between a ROV with lateral motion and one without. LBV of course has lateral movement.



WOCHENENDLEHRGANG IN DER ZIVILSCHUTZSCHULE SCHIMPACH FÜR 2005/2006

Rundschreiben an die technischen Berater, Zenterchefs, be-
geordneten Zenterchefs und Instruktoren

Samstag:

- | | |
|-------------|--|
| 14.30-16.00 | Die Gefahren für Einsatzkräfte durch einen Airbag. |
| 16.00-16.15 | Pause. |
| 16.15-18.00 | Praktische Übungen im Außenbereich. |
| 20.00-21.00 | Film oder Diskussion (Fakultatif). |

Sonntag

- | | |
|-------------|--|
| 08.15-12.00 | Kontrolle der Vitalfunktionen + praktische Anwendungen,
Polytrauma + praktische Anwendungen, Innere Blutungen/
Schock/Infusionen + praktische Anwendungen,
Blutungen und Blutstillung / Lagerungen. |
| 10.00-10.15 | Pause. |
| 14.00-16.00 | 4 Workshops. |

Anmerkungen zum Programm des Wochenendlehrgangs in Schimpach

1) Anwesenheit der Teilnehmer

Es wird darauf hingewiesen, dass die Kurse pünktlich um 14.30 Uhr am Samstag sowie um 8.15 Uhr am Sonntag beginnen. Die Verantwortlichen der Einsatzzentren werden gebeten ihre Anfahrt so zu berechnen und zu organisieren, dass die Teilnehmer pünktlich zur Einschreibung um 14.00 Uhr in der Schule anwesend sind.

Wegen der Übungen im Außenbereich, die bei jedem Wetter stattfinden, ist eine angemessene Kleidung, sowie trockene Ersatzkleidung, nicht zu vergessen! Es wird daran erinnert, dass im Inneren der Schule keine Einsatzstiefel erlaubt sind.

2) Anwesenheit der Instruktoren

Ich möchte Sie noch einmal dringendst darauf hinweisen, dass es im Interesse einer optimalen Ausbildung der Ambulanzhelfer unerlässlich ist, dass alle dem Kurs zugeteilten Instruktoren sich am Samstag um 14.15 Uhr in der Zivilschutzschule einfinden, wo dann vor Kursbeginn, in Anwesenheit des Schulleiters, des Chefinstruktors und aller Instruktoren, ein Briefing stattfinden wird, um Sinn und Ablauf des Instruktionsprogrammes 2005/06 zu erläutern und alle Einzelheiten zum Ablauf der verschiedenen Übungen und Programmpunkte des Wochenendlehrgangs zu klären.

3) Anmerkung für Samstags:

Der Kurs über die Gefahren des Airbags wird durch einen Sauvetage-Instruktor abgehalten.

4) Mannequins

Die für die Übungen benötigten 6 Mannequins sollten am Samstag möglichst um 15.00 Uhr in der Zivilschutzschule anwesend sein, damit die praktischen Übungen pünktlich um 16.15 Uhr beginnen können.

Lehrgänge in den Einsatzzentren (14 Doppelstunden)

1. Atmung 1: Anatomie, Physiologie, Pathologie
Maßnahmen
2. Atmung 2: Anatomie, Physiologie, Pathologie
Maßnahmen
3. Geburt: Theorie und Üben am Phantom
4. Wiederbelebung: Theorie und Praxis laut MEGA-CODE
5. Frakturen 1: Theorie und Immobilisationstechniken

6. Frakturen 2 : Theorie und Immobilisationstechniken
7. Wunden und Wundversorgung
8. Ertrinkungsnotfälle
9. Infektionskrankheiten
10. Psychiatrische Erkrankungen
11. Augenverletzungen und -erkrankungen
12. Umgang mit dem Einsatzmaterial
13. Übung im Gelände
14. Übung im Gebäude

Anmerkungen zum Instruktionsprogramm in den Einsatzzentren

Allgemeines : Auf Wunsch der Chefinstruktoren möchte ich darauf hinweisen, dass das vorgegebene Ausbildungsprogramm einzuhalten ist!

Zum Thema 3,8,9+11: Für diesen Kurs kann der Instruktor oder Zenterchef sich an einen Spezialisten wenden.

Beiliegende Präsenzliste soll durch den Zenterchef oder durch einen für den Ambulanzdienst zuständigen Zenterchefadjunkten geführt werden. Nach dem letzten Lehrgang wird sie dem Instruktor in Erster Hilfe übergeben. Die Instruktoren in Erster Hilfe füllen nach jedem Lehrgang beiliegenden Tätigkeitsbericht aus und senden ihn zusammen mit der Präsenzliste an die Direktion.

Bitte denken Sie auch daran, den „Carnet de Fomation et de Formation continue“ durch den Instruktor resp. Schulleiter unterschreiben zu lassen.

Es erübrigt sich, auf die Wichtigkeit der verschiedenen Kurse speziell einzugehen. Wunsch und Bestreben der Ambulanzhelfer sollte es sein, zu lernen, wie sie bei akuten Notfällen und besonders bei mehreren Schwerverletzten am Unfallort dem Arzt optimal zur Hand gehen können. Nur eine fortwährende und aktive Beteiligung an allen Kursen, sowohl in der Zivilschutzschule als auch in den Einsatzzentren, wird sie diesem Ziel näher bringen.

Ich möchte deshalb die Zenterchefs und Zenterchefadjunkten bitten die Ambulanzhelfer auf die Wichtigkeit dieser Kurse hinzuweisen.

Es sei außerdem zu bemerken, daß die Kandidaten zum „Brevet d'aptitude de secouriste-ambulancier“, nur zum Test zugelassen werden können, wenn der Zenterchef bestätigen kann, daß diese regelmäßig an den Kursen im Einsatzzentrum teilgenommen haben. Die Teilnahme wird durch die Unterschrift des jeweiligen Instructors im Carnet de Formation noch einmal bestätigt.

Genehmigen Sie, werte Mitarbeiter, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

**Le chef de division,
Viviane Coner**



PROGRAMME DES FORMATIONS À L'ÉCOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE À SCHIMPACH

Septembre 2005 - Juillet 2006
(Distribution: Tous les cadres)

Dates	Cours/Unité convoquée	Matière
Septembre 2005		
10/11	Recyclages sauvetage 79-80	sauvetage
17/18	86-1	sauvetage
24/25 SP	G.S.P. (1)	formation
24/25	Groupe de protection radiologique	formation
24/25	H.G.	formation
27/28	Kurs-und Seminarvorbereitung	INAP
Octobre 2005		
01/02	Hosingen	secourisme
01/02 SP	G.S.E. (1)	formation
08/09	Elections communales	—————
11/12	Gestion des situations d'exception	INAP
15/16 SP	86-2	sauvetage
22/23	Kayl	secourisme
24 au 28	Unité Spéciale de la Police grand-ducale	
29/30	Troisvierges/Wiltz	secourisme

Novembre 2005

05/06		86-3	sauvetage
08		Cours de recyclage	secteur communal
12/13		Pétange	secourisme
12	SP	G.S.E.(2) max 24 pers.	formation
14 au 18		Unité Spéciale de la Police grand-ducale	
19/20	SP	Cours d'initiation (1)	secourisme
26/27		Junglinster	secourisme

Decembre 2005

03/04	SP	Cours d'initiation (2) max 24 pers.	secourisme
03/04		Groupe d'alerte	formation
10/11		86-4	sauvetage
17/18	SP	G.S.P. (2)	formation
25		Noël	_____

Janvier 2006

07/08		86-5	sauvetage
14/15		Bigonville/Redange	secourisme
14	SP	G.S.E (3) max 24 pers.	formation
21/22		Steinfort	secourisme
28/29	SP	Cours d'initiation (3)	secourisme

Février 2006

04/05		Bettembourg/Mertert	secourisme
11/12	SP	Remich - Schengen - Schifflange	secourisme
18/19		86-6 (test)	sauvetage
18	SP	G.S.E (4) max 24 pers.	formation
25/26		Carnaval	_____

Protection Civile

Mars 2006

11/12	SP	G.S.P. (3)	formation
18/19	SP	87-1	sauvetage
18/19		Groupe Canin	formation
21/22		INAP	formation
25/26		Diekirch/Echternach	secourisme

Avril 2006

01/02		Lintgen	secourisme
01/02	SP	G.S.E. (5) max 24 pers.	formation
08/09		Larochette	secourisme
08/09		Groupe d'alerte	formation
15/16		Pâques	_____
22/23	SP	87-2	sauvetage
29/30		Esch-Alzette/Belvaux	secourisme
29/30		H.G.	formation

Mai 2006

06		Colloque des cadres	
13/14	SP	Dudelange	secourisme
13/14		Groupe Canin	formation
16/17		INAP	formation
20/21	SP	Ettelbruck	secourisme
20/21		Groupe de protection radiologique	formation
27/28		87-3	sauvetage
27/28		H.G.	formation

Juin 2006

04/05		Pentecôte	_____
10/11		87-4	sauvetage
10/11		HIT / Cuisine mobile (site externe)	formation
17/18		Mamer / Differdange	secourisme
17	SP	G.S.E. (6) max 24 pers.	formation

Juillet 2006

01/02	SP	87-5	sauvetage
01/02		H.G.	formation
08		Journée d'information Instructeurs	sauvetage/secourisme
15/16		87-6 (test)	sauvetage
22/23		Empêchés	secourisme

**Le chef de division,
Viviane Coner**

CHANGEMENTS INTERVENUS AU SEIN DES CADRES DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS

Par arrêté ministériel du 10 décembre 2004 démission honorable de ses fonctions de membre du groupe de protection radiologique a été accordée sur sa demande à Monsieur François Fisch de Belvaux.

*

Par arrêté ministériel du 3 janvier 2005 Monsieur Raymond Kirsch de Luxembourg, instructeur en matière nucléaire, biologique et chimique, a été nommé aux fonctions d'instructeur en chef du groupe de protection radiologique à partir du 1er janvier 2005.

*

Par arrêté ministériel du 19 janvier 2005 démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Mamer a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Claude Haas de Mamer.

*

Par arrêté ministériel du 27 janvier 2005 démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Mamer a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Fernand Mousel de Mamer.

*

Par arrêté ministériel du 8 février 2005 démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours de Diekirch a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Paul Wagner de Diekirch

Par le même arrêté Monsieur Philippe Lourenco d'Erpeldange, chef-adjoint du centre de secours de Diekirch a été nommé aux fonctions de chef du même centre.

*

Par arrêté ministériel du 2 mars 2005 démission honorable de ses fonctions de chef-adjointe du centre de secours de Schifflange a été accordée, sur sa demande, à Madame Germaine Schintgen d'Esch-sur-Alzette.

*

Par arrêté ministériel du 24 mars 2005 démission honorable de ses fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Belvaux a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Julien Kreff de Belvaux.

*

Par arrêté ministériel du 24 mars 2005 démission honorable de ses fonctions de chef du centre de secours de Steinfort a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Guy Erpelding de Hagen.

Par le même arrêté Monsieur Serge Wagener de Steinfort a été nommé aux fonctions de chef du centre de secours de Steinfort.

*

Par arrêté ministériel du 1 avril 2005, Monsieur Joel Bieber de Bertrange a été nommé aux fonctions de chef-adjoint du centre de secours de Mamer.

LIENS INTERNET NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Liens nationaux

Centre de secours Kayl	www.cik.lu
Centre de secours Dudelange	www.cid.lu
Centre de secours Bettembourg	www.cibett.lu
Centre de secours Mertert	www.cim.lu
Centre de secours Schifflange	http://webplaza.pt.lu/public/gobillot/index.htm
Centre de secours Lintgen	www.bns.lu
Centre de secours Belvaux	www.pcbieles.org
Centre de secours Mamer	www.protexmamer.lu
Présidence	www.eu2005.lu
Etat	www.etat.lu
Police Grand-Ducale	www.police.lu
FNSP	www.pompjeesverband.lu
Gefahrengutdaten	www.ericards.net
Clinique de garde	www.hopital.lu
Pharmacie de garde	www.pharmacie.lu

Liens internationaux

Protection Civile Suisse	www.protectioncivile.admin.ch
Protection Civile de Paris	www.protectioncivile.org
Le SAMU de PARIS	www.invivo.net/samu75
Allemagne	www.bzs.bund.de
Autriche	www.adis.at/zivilschutz
Belgique	www.ibz.fgov.be
Danemark	www.beredskabsstyrelsen.dk
Finlande	www.pelastustoimi.net
France	www.intérieur.gouv.fr
British Civil Defence	www.britishcivildefence.org
Pays - Bas	www.minbzk.nl

REPertoire TELEPHONIQUE DE L'ADMINISTRATION DES SERVICES DE SECOURS 1, RUE ROBERT STÜMPER - Z.I. CLOCHE D'OR GASPERICH L-2557 LUXEMBOURG

Direction

FEIDER MICHEL Directeur

Fax: 49 771-771

tél.

49 771-406

e-mail

Division de la protection civile

BLEY Guy Chef de division

49 771-305

guy.bley@protex.etat.lu

Division d'incendie et de sauvetage

SCHIEDWELLER Georges Chef de division

49 771-404

georges.scheidweiler@m.lu.etat.lu

Division administrative, technique et médicale

CONER Viviane Chef de division

49 771-410

viviane.coner@protex.etat.lu

Personnel

BRÜCK Charles Ing. tech. insp. ppal ler en rang

49 771-411

charles.bruck@protex.etat.lu

CLÉSEN Roby Employé

49 771-402

robi.cleser@protex.etat.lu

FELTZ Nicole Employé

49 771-412

nicole.bordez@protex.etat.lu

FLOERCHINGER Paul Employé

49 771-432

paul.floerhinger@protex.etat.lu

GILLEN Gisèle Employé

49 771-407

giselle.giller@protex.etat.lu

GREIS-KRANTZ Karin Chef de bureau

49 771-421

karin.greis@protex.etat.lu

HENGESCH Steve Commiss adjoint

49 771-420

steve.hengesch@m.lu.etat.lu

HOFFMANN Mike Employé

49 771-414

mike.hoffmann@protex.etat.lu

JUCHEM-BRAUN Ferny Employé

49 771-429

lydia.rebysik@protex.etat.lu

JUNG-BARADEL Nadine Employé

49 771-409

fernand.meyer@protex.etat.lu

MATYSIK Lydia Employé

49 771-413

laurent.nichels@protex.etat.lu

MEYER Ferand Gestion du stock sanitaire

49 771-336

gil_crazi@protex.etat.lu

NICKELS Laurent Employé

49 771-405

claudine.otth@protex.etat.lu

CRAZI Gil Informaticien diplômé

49 771-408

gilbert.schleich@protex.etat.lu

OTH Claudine Rédacteur

49 771-401

urgences.112@protex.etat.lu

SCHLEICH Gilbert Ing. tech. insp. ppal ler en rang

112

carlo.birschheid@protex.etat.lu

CENTRAL DES SECOURS D'URGENCE

Fax: 49 38 88

BAUSCH Jeanmot, BELARDI Daniel, DEUTSCH Tom, FERRING Francis, GOBILLIOT François,

GOERGEN Robert, GOTTING Jeff, HERR Jeff, HOFFMANN Guy, MARTINY Armand,

MICHELIS Tom, OTH Jean-Paul, SCHULLER Henri, THILL Nico, WILTGEN Romain

ATELIER DE LA PROTECTION CIVILE

Fax: 32 77 67

73C, route de Diekirch, L-7440 Iintgen

BIRSCHHEIDT Carlo, EWEN Georges, FABER Paul, HAUFFELS Claude, MULLER Guillaume, SCHAAL Nico

32 03 87

exp@protex.etat.lu

ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE

Fax 94 92 33-337

Maison 93, L-9684 Schimpach

BAULISCH Viviane, DA SILVA SOARES Andreia, ERRAMT-COPINE Jocelyne, MARNACH-COLLES Anita, MARNACH Armand,

ROMMES Guy, THILLMANY Théo, WINANDY Renée, WINANDY Sandra,

IMPRESSUM

Grand-Duché de Luxembourg
Ministère de l'Intérieur et
de l'Aménagement du Territoire
"Fir dech a fir d'Land"
Publication périodique de l'Administration des
services de secours
No.61

Rédaction

Administration des services de secours
1, rue Robert Stumper - L- 2557 Luxembourg
Tél: 49.77.11 - Fax: 49771-771

Conception:

Administration des services de secours

Impression:

Imprimerie HENGEN

Photos:

Carlo Birscheidt, Mike Hoffmann,
Centre de secours Diekirch,
Centre de secours Junglinster
Centre de secours Wilz



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Administration des services de secours